

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Main report and appendices

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Document Date: 20/12/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4926-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
ANO	Avis de Non Objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des Chambre Régionales d'Agriculture
BUNEE	Bureau National des Evaluations Environnementales
CAF	Cellule Administrative et Financière
CAP	Comité d'Approbation des Projets
CCR	Cadre de Concertation Régional
CCP	Cadre de Concertation Provincial
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
CNA	Chambre Nationale d'Agriculture
COGES	Comité de gestion
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPF	Confédération Paysanne du Faso
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CVD	Conseil Villageois de Développement
DCP	Document de Conception de Projet
DGAHDI	Direction Générale des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESE	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGEEVCC	Direction Générale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer-Tamba	« C'est l'espoir qui nous réunit »
OAC	Opérateurs d'Appui-Conseil
OCADES	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
ONDD	Observatoire National du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricoles (projet du FIDA)

PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	Procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCA	Responsable de la Cellule Aménagement
RCEA	Responsable de la Cellule Economie Agricole
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
SE/CNSA	Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
SP/CPSA	Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes De Référence
UAT	Unité d'Animation Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique
SEMUS	Association Entraide et Solidarité Mutuelle au Sahel
FEM-PAI SA	Fonds pour l'Environnement Mondial – Programme Pilote d'Approches Intégrées pour la Sécurité Alimentaire
SONATER	Société Nationale de l'Aménagement des Terres et de l'Equipement Rural
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droits des Affaires
PAFR	Plan d'Actions pour la Filière Riz
CEP	Champ Ecole de Producteurs
PFNL	Produit Forestier Non Ligneux
ADM	Analyse et Développement des Marchés
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PDE	Plan de Développement d'Entreprise
NO	Non Objection (du FIDA)
RNA	Régénération Naturelle Assistée
BCER	Bassin de Collecte des Eaux de Ruissellement
PSAE	Projet de Sécurité Alimentaire à l'Est
2iE	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement

A. Project Overview

Region:	West and Central Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Burkina Faso	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions	Climate Risk Classification:	2
Project Id:	1100001580	Executing Institution:	Ministry of Agriculture, Water & Fisheries
Project Type:	Agricultural Development	Implementing Institutions:	Ministry of Agriculture, Water & Fisheries
CPM:	Abdoul Barry		
Project Director:	Koudregma Zongo		
Project Area:	Région du Centre Nord, Région du Nord, Région de l'Est		

Approval Date	13/12/2012	Last audit receipt	05/07/2018
Signing Date	04/02/2013	Date of Last SIS Mission	30/11/2018
Entry into Force Date	30/08/2013	Number of SIS Missions	7
Available for Disbursement Date	30/08/2013	Number of extensions	0
First Disbursement Date	29/10/2014	Effectiveness lag	8 months
MTR Date	28/05/2018		
Original Completion Date	30/09/2021		
Current Completion Date	30/09/2021		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	Debt Sustainability Framework	\$51,158,056
	IFAD	\$14,490,087
	Debt Sustainability Framework	\$14,490,114
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$5,909,971
	National Government	\$24,134,950
Co-financing breakdown,	Global Environmental Facility	\$7,269,448
Project total financing		\$117,452,626

Current Mission

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Days in the field: 4

Mission composition: FIDA: M. Samir Bejaoui, Chargé de programme et Chef de mission, M. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique, M. Tahirou Amza, Expert en renforcement des capacités et OPA, Mme Claudia Savarese, Chargée de programme associée, M. Ilyasse Elbaroudi, Expert environnementaliste, M. Ba Samba – Diom, Spécialiste en gestion administrative et financière, M. Ludovic Pascal Conditamdé, Chargé d'appui au programme FIDA au Burkina Faso, et Mme Karine Nikiema, Assistante d'Appui Programme du FIDA
Partie nationale : M. Mahamadi Zoungana (DGEP/MINEFID), Mme Mariam Ouédraogo (DGCOOP), M. Moussa Ouattara (SG/MAAH), M. Sidiki Lingani (DGESE/MAAH), M. Wendné Bologo (DGESE/MRAH), et M. Jean Philipe Ouedraogo (DGESE/MEEVCC)

Field sites visited: Centre Nord: Boala : site de périmètre maraicher, Bonam : animation IEC (Nutrition), Boulsa : projet d'élevage de volailles, Ouidi : aménagement de 10 ha de bas-fond PRP, décorticage de riz du groupement mixte Timb-kiet, micro projet d'embouche ovine du groupement mixte Nabonswendé, apprenants Centre de formule enchainée, Pilga : aménagement de 10 ha de bas-fond PRP, animation IEC (hygiène et assainissement), co-expérimentation d'innovations : variété améliorée de sorgho, repiquage andropongon et variété sahéenne de mouton bali-bali, Zablo : bénéficiaires de FE et gestionnaire de biblio-moto et Delga : récupération biologique autour du Lac Dem

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4	Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	4
Targeting and Outreach	4	Knowledge Management	4
Gender equality & women's participation	4	Value for Money	4
Agricultural Productivity	4	Coherence between AWPB and Implementation	5
Nutrition	N/A	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	4

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	4
Institutions and Policy Engagement	3	Acceptable Disbursement Rate	3
Partnership-building	5	Quality of Financial Management	3
Human and Social Capital and Empowerment	5	Quality and Timeliness of Audit	4
Quality of Beneficiary Participation	5	Counterparts Funds	4
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	6
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	4
Exit Strategy	4		
Potential for Scaling-up	5		

Relevance	4
------------------	----------

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Une mission conjointe du Gouvernement burkinabé et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Burkina Faso du 19 au 30 novembre 2018 pour réaliser la cinquième supervision du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est, dit "Projet Neer-Tamba".

L'objectif de la mission était d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique et financière des activités du projet vis-à-vis des recommandations de la revue à mi-parcours de mai/juin 2018 et du niveau de réalisation du PTBA révisé de 2018, et de proposer des recommandations pour faire face aux éventuels défis liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs et des impacts du projet.

Le Projet Neer-Tamba, approuvé le 13 décembre 2012, est entré en vigueur le 30 août 2013 pour le Don et le 21 juillet 2014 pour le Don-prêt. La durée du projet est de 8 ans, son achèvement est prévu pour le 30 septembre 2021 pour le Don et le 30 septembre 2022 pour le Don-Prêt. Sa clôture est prévue pour le 31 mars 2022 pour le Don et le 31 mars 2023 pour le Don-prêt. Un financement additionnel du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a été accordé le 3 avril 2017 dans le cadre du programme Pilote d'Approches Intégrées pour la Sécurité Alimentaire (PAI-SA) pour une durée de 5 ans (2017-2022), avec comme objectif de renforcer la durabilité et la résilience des investissements du Projet Neer-Tamba dans la région du Nord.

L'objectif général du Projet est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Le coût total du Projet est de 117,8 millions USD, dont deux dons du FIDA d'un montant total de 65,6 millions USD, un prêt du FIDA de 14,5 millions USD, un don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) de 7,3 millions USD, une contribution totale du gouvernement de 25,1 millions USD et une contribution totale des bénéficiaires, estimée à 5,3 millions USD.

A son arrivée, la mission a été reçue en audience le 19 novembre, par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) M. Alassane Guiré, et ensuite par le Directeur général de l'économie et de la planification (DGEP) du Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) M. Larba Issa Kobayagda. La mission a ensuite travaillé un jour avec l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à Ouagadougou avant de faire du 20 au 23 novembre des visites de terrain dans les régions du Centre-Nord et du Nord. Dans ces régions, la mission a été reçue en audience par les Gouverneurs de région, elle a visité des réalisations du projet et eu des entretiens avec les bénéficiaires, les responsables de groupements, les autorités locales et des membres des conseils villageois de développement (CVD). Elle a eu des séances de travail avec les services techniques déconcentrés (STD), les Chambres régionales d'agriculture (CRA), les organisations rurales (OR) et les différents acteurs de mise en œuvre du projet. Du 26 au 27 novembre, des séances de travail avec les membres de l'UGP se sont déroulées à Ouagadougou avec pour but de compléter les informations et finaliser l'aide-mémoire. Le calendrier détaillé de la mission est disponible en appendice 5 du rapport de supervision.

Les constats et recommandations de la mission ont été présentés et discutés lors d'une séance de restitution à la DGEP à Ouagadougou le 29 novembre 2018.

La mission tient à remercier l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du projet. Elle remercie particulièrement l'UGP et le Bureau-pays du FIDA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

Key Mission Agreements and Conclusions

La mission confirme l'amélioration significative des performances du Neer-Tamba, observée lors de la mission de RMP de juin 2018. Elle note que, en réponse aux changements stratégiques proposés par la RMP[1], le projet a recentré ses interventions sur les activités d'aménagements. A cet effet, la programmation de ces activités montre que tous les travaux seront achevés au plus tard en 2020 pour permettre un accompagnement dans la mise en valeur pendant au moins 2 ans jusqu'à la fin du projet.

En l'absence d'opérateurs en charge de l'appui-conseil aux producteurs bénéficiaires des aménagements (bas-fonds, périmètres maraîchers et CES/DRS), cet appui a été fourni de façon transitoire par les Services Techniques Déconcentrés (STD) du MAAH aux niveaux régional, provincial, et communal. Avec l'arrivée des Opérateurs d'Appui Conseil (OAC) en 2017, l'appui-conseil sur les sites aménagés était, en cohérence avec la stratégie nationale d'appui-conseil et comme prévu dans le document de conception du projet assuré par des prestataires privés, les OAC. Sur ces sites, il a donc été confirmé par toutes les parties prenantes lors des précédentes missions de terrain que les STD assureraient leur mission régalienne de suivi/supervision et contrôle qualité des activités sur les sites aménagés.

Dans la perspective du recrutement des 3 OAC (1 OAC par région), l'UGP devra tenir rapidement des réunions de concertation avec le MAAH, les DRAAH et les CRA afin de préciser le partage des rôles entre les OAC et le personnel d'encadrement agricole sur le terrain, et éviter ainsi des doublons en matière d'appui-conseil. Ces concertations devront être intensifiées après la mise en place des OAC afin de s'assurer que les deux parties travaillent en synergie/complémentarité.

Globalement, les performances actuelles du Projet montrent qu'il est sur la bonne voie d'atteindre la plupart de ses

objectifs avant son achèvement. Le défi majeur relevé par la mission est la durabilité des acquis du Projet après son achèvement. A cet effet, un document de stratégie de désengagement a été élaboré et validé par les parties prenantes le 27 septembre 2018 (reste encore à valider par le FIDA). Un plan de désengagement portant sur la période 2018-2022 est intégré dans ledit document.

Sur la base de ce qui précède, les principales mesures convenues avec la mission portent sur :

- l'utilisation des plates-formes de concertation existantes tant au niveau régional que provincial pour renforcer la synergie/complémentarité des interventions sur le terrain des DRAAH, CRA et OAC;
- l'appropriation de la stratégie de désengagement par l'UGP, les CRA et le MAAH qui en assureront son exécution jusqu'à l'achèvement du projet ;
- l'opérationnalisation du plan d'actions de la stratégie de désengagement et le renseignement de son exécution dans les rapports d'activités du projet.

[1] La plupart de ces changements seront effectifs à partir de 2019

D. Overview and Project Progress

Le projet a enregistré des progrès significatifs depuis la dernière mission de supervision de novembre 2017. Ces progrès sont reflétés par un taux global de décaissement sur les ressources totales destinées au projet (tout financement confondu) qui est passé de 18,5% au 31 octobre 2017 à 33,86 % au 30/09/2018, soit une augmentation de plus de 15 points en 11 mois. Le taux de décaissement global du projet sur les fonds FIDA est de 35,66% au 30/09/ 2018. Sur le financement FEM, le taux de décaissement est de 13,61%. Sur la contrepartie du gouvernement le taux est de 46,43%.

Il ressort des tendances d'exécution que le projet a bel et bien atteint sa vitesse de croisière dans la mise en place des investissements prévus sur sa durée de vie. A titre indicatif, la superficie aménagée dans les bas-fonds (type PRP) et sur les hautes terres (CES/DRS) en 2018 a augmenté respectivement de 60% et 57% par rapport au cumul de 2017. Il en est de même du nombre d'accords fonciers conclus et des personnes formées en gestion des aménagements qui a augmenté de 62% respectivement. Le nombre de microprojets financés et de personnes alphabétisées a également augmenté respectivement de 77% et 57%.

Les taux d'exécution physique pondéré et financière du PTBA 2018 sont respectivement de 71,2% et 77,82% au 30/09/2018. Par composante, ces taux se présentent comme suit :

Composante	Taux d'exécution du PTBA au 30 septembre	
Exécution physique	Exécution financière	
1. Petits aménagements fonciers villageois	74,8%	109,83%
2. Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions	66,7%	46,78%
3. Structuration des acteurs et mise en réseau	75,5%	55,22%
4. Gestion du Projet et suivi-évaluation	60,4%	74,67%
Total	71,2%	77,82%

Ces taux sont satisfaisants et les projections au 31 décembre 2018 permettent d'envisager une réalisation physique et financière estimée respectivement à 94% et 95%.

Composante 1. Petits aménagements fonciers villageois. Au 30/09/2018, 16 506,5 ha de terres ont été aménagées sur un total de 37 980 ha prévus (43,5%) sur toute la durée du projet (cibles revues suite à la révision budgétaire de la RMP) dont 3 624 ha de bas-fonds de type projet riz pluvial (PRP) sur 6 484 ha prévus, 52 ha de maraîchage sur 496 ha prévus, 11 069,5 ha de terres aménagées en conservation des eaux et des sols et défense et restauration des sols (CES/DRS) sur 26 007 prévus, et 1 761 ha par récupération mécanique et biologique de terres dégradées sur 5 000 ha prévus (Hors RNA). Les plus faibles taux de réalisation concernent les périmètres maraîchers (10,5%) et s'expliquent par les difficultés rencontrées lors du fonçage des puits. Sur la base des projections des aménagements pour l'année 2019, la superficie aménagée dans les bas-fonds atteindra 81% de la cible du projet (56% à date) et 180 ha de périmètres maraîchers seront aménagés (36% de la cible). Pour la même période, le taux de réalisation de la cible pour les CES/DRS et la récupération mécanisée/biologique des terres passera respectivement de 43% à 74%, et de 44% à 75%.

Le projet a enregistré de très bonnes performances dans la réalisation des aménagements prévus dans le PTBA 2018, à l'exception de l'aménagement des périmètres maraîchers avec un taux d'avancement estimé à 55%. En effet, 1 365 ha de bas-fonds ont été aménagés/réhabilités sur 1 357 ha prévus, soit un taux de réalisation de 106%. De même, 3 932,5 ha ont été aménagés en CES/DRS (cordons pierreux, zaï, demi-lunes, et digues filtrantes) sur 3 996,5 ha prévus, soit un taux de réalisation de 98%. Lors des visites de terrain, la mission a noté que certaines parcelles aménagées sur le bas-fond de Pilga n'ont pas été mises en valeur pour la campagne 2018/19 en voie d'achèvement. Il s'agit des producteurs découragés par les résultats de la campagne passée (2017/18) qui avait été marquée par un fort déficit pluviométrique ayant entraîné un niveau bas de production. Pour les prochains aménagements, le projet envisage la mise en place des bassins de captage des eaux de ruissellement (BCER) en amont des bas-fonds qui permettra de faire une irrigation d'appoint lors des arrêts précoces des pluies. Un partenariat, en cours de formalisation, avec l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) permettra de préparer efficacement la réalisation des BCER, en intégrant les mesures d'accompagnement adéquates.

Il ressort des échanges eus sur le terrain avec les exploitants des sites aménagés que les contraintes majeures rencontrées portent sur (i) le stockage du riz et des produits maraîchers (essentiellement l'oignon), et (ii) le retard dans la mise à disposition des semences et engrais dans les bas-fonds et les terres hautes, ce qui affecte la productivité des filières concernées. Le projet prévoit la mise en place de 60 petites unités (10 t) de stockage et conservation des produits maraîchers et de 12 magasins de stockage pour le riz.

Les réalisations du volet foncier accusent du retard (taux d'exécution du PTBA 2018 estimé à 45%) en raison de dissolution des conseils municipaux suite à la crise politique. Le projet a attendu la restauration des conseils municipaux, principaux acteurs de mise en place des Commissions Foncières Villageoises (CFV), pour engager le processus de mise en place des CFV. En partenariat avec la DGFOMR, le processus de mise en place des instances foncières au niveau local a démarré avec la formation des acteurs chargés de la mise en œuvre de cette activité. Il convient cependant de noter que le processus de formalisation des ententes foncières sur les bas-fonds aménagés et les périmètres maraîchers se poursuit, sous la supervision de la DGFOMR. Les documents y relatifs sont disponibles auprès des services techniques. En perspective, Il est prévu un archivage numérique de ces actes.

Composante 2. Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions. En 2018, l'appui-conseil et le suivi offerts par les 13 OAC, les PAMO-MP et les appuis des STD ont touché plus de 10 000 ménages dans 50 villages. Les OAC ont mis en place 234 champs écoles paysans (CEP) sur la production végétale, traduit et diffusé 475 fiches sur les bonnes pratiques en techniques maraîchères et réalisé 20 conserveries d'oignons. Entre autres, 5 sessions sur la gestion comptable et financière ont été organisées et 52 causeries éducatives sur les avantages et utilité des PFNL ont été réalisées, 40 unions communales de coopératives de production et de commercialisation du niébé, 5 clubs d'utilisateurs de bio-digesteur, 5 unions provinciales sur la filière karité ont été mis en place. Ces activités d'appuis ont fait l'objet de rapportage périodique ; elles sont considérées utiles par la plupart des bénéficiaires ; par contre ils ne les jugent pas suffisants pour répondre à leurs exigences et besoins surtout dans le cadre des microprojets. Les activités d'appui-conseil pour la mise en valeur des aménagements, à partir de 2019, seront exécutées par 3 OAC recrutés au niveau régional. Le processus de leur recrutement est en cours avec un redimensionnement du dispositif.

Par rapport à la mise en valeur des aménagements, le Fonds d'Appui a contribué à la mise en valeur de 1 035 ha de bas-fonds à travers des intrants de démarrage. La fourniture de kits de production sur les périmètres maraîchers a intéressé seulement 18 ha sur les 35 prévus par le PTBA 2018. Les appuis aux hautes terres protégées par des techniques CES/DRS ont couvert une superficie totale de 3 652 ha. Les bénéficiaires des intrants de démarrage devraient normalement assurer leur reconstitution comme fonds de roulement ; seules les données relatives aux taux de recouvrement de 2016-2017 ont fait l'objet de collecte à partir des bourses dotations octroyées aux DRAAH du Nord et du Centre Nord. De janvier au 30 septembre 2018, un total de 984 MP a été approuvé et financé. Il reste encore à financer 423 MP (dont 3 plans d'affaires), et le projet prévoit de leur transférer les fonds avant la fin de l'année 2018. Ainsi, un total de 1 407 promoteurs de MP aura reçu un financement en 2018. Ceci permettra au projet d'atteindre la cible de 2 685 (incluant 10 plans d'affaires), qui est bien au-delà de la cible initiale du projet. Le faible nombre de plans d'affaires élaborés et approuvés est dû à leur introduction tardive dans le manuel du fonds d'appui, à une faible connaissance par certains PAMO-MP de leur modalité d'élaboration et aux difficultés rencontrées par les bénéficiaires dans la satisfaction des conditionnalités préalables à l'élaboration des plans d'affaires.

Lors de la RMP, la mission a pris la décision de ne pas prolonger le financement MP au-delà de la cible physique déjà atteinte, afin de concentrer tous les efforts sur le volet aménagement. Les PAMO-MP termineront donc leur contrat à la fin 2019, à la suite de la clôture des premiers cycles de tous les MP financés par le projet. Par rapport aux MP clôturés, l'UGP a à sa disposition 147 fiches de clôture qui feront l'objet d'une analyse par un consultant pour l'évaluation de leurs effets sur les bénéficiaires. La mission a constaté que les plans d'affaires n'incluent pas suffisamment d'activités de prévention et de gestion des risques, ce qui peut limiter la durabilité des activités prévues.

Composante 3. Structuration des acteurs et mise en réseau. Un avant-projet de loi portant statut général des CRA et CNA a été élaboré avec l'appui du Neer-Tamba. Les agents du Secrétariat Général de la CNA ont été formés en techniques d'élaboration de plan d'affaires pour accompagner le développement des services économiques des membres et leur recherche de financement. Ceux des Hauts Commissariats, ont été quant à eux formés à l'enregistrement informatique des sociétés coopératives et de leurs faïtières.

Les appuis du projet (qui représentent 95% des activités dans le cas de la CRA Centre-Nord), ont nettement amélioré les capacités institutionnelles et opérationnelles des STD et des CRA en particulier qui sont désormais visibles et actives au niveau local, régional et national. Ces appuis ont permis aux CRA d'enclencher une dynamique sociale et de faire émerger un potentiel humain de nouveaux acteurs composés de jeunes et de femmes majoritairement (paysans aménagistes, rédacteurs endogènes, points focaux IEC) faiblement organisés et structurés pour optimiser la valorisation des opportunités de création de revenus et d'emplois. Les groupements rencontrés sont faibles et il existe parfois une confusion de rôle entre groupement et COGES.

Le mouvement paysan est en pleine mutation vers un modèle de société coopérative plus performant et viable avec une bonne base d'investissements économiques mis en place par le projet. Les CRA ont entrepris des activités de sensibilisation sur l'acte uniforme OHADA et l'année 2019 devait être le déterminante pour la transformation des OP. A cet effet, les Hauts Commissariats ont été dotés de matériel informatique pour faciliter l'enregistrement des nouvelles sociétés coopératives.

Le document de stratégie de désengagement du projet qui vient d'être validé propose cet accompagnement en 7 axes. Les activités identifiées manquent pour la plupart, de capacité de génération de revenus conséquents pour assurer l'autonomisation des mécanismes et des acteurs. Le plan de financement de la stratégie ne semble pas être décliné dans

le document et le plan de mise en œuvre des actions s'étale sur toute la durée restante du projet. L'accompagnement à l'accès aux intrants et la mise en relation avec le système financier doivent être poursuivis.

La composante 3 du projet, dispose d'un guide d'accompagnement des OP tenant compte des recommandations de la RMP qui recentrent à partir de 2019, les appuis de renforcement des capacités autour des investissements structurants du projet et de 7 filières agricoles.

L'appui aux OR bénéficiera aux OP de base et aux unions par appel à projet pour la valorisation des produits agricoles (équipements de valorisation) sur la base des plans de développement et plans d'action préparés avec l'aide du projet. Les activités de formation seront de deux ordres notamment celles liées à la vie coopérative et aux techniques de valorisation des équipements acquis. Les activités IEC sont structurées autour de quatre thématiques : nutrition, hygiène/assainissement, santé, civisme. Concernant l'alphabétisation, la formule enchaînée a été adoptée comme solution efficace (formation unique en 3 mois) couplée par la mise en place de bibliothèque ambulante (biblio moto) qui rapproche des populations, de la documentation en langues locales pour favoriser le maintien à niveau des apprenants. Les activités IEC et d'alphabétisation devraient prendre fin en 2019. Les ateliers bilans et les évaluations annuelles des prestataires sont prévus courant décembre 2018 et permettront de tirer les leçons.

Financement FEM-PAI. Le projet FEM/PAI est intégré au projet Neer-Tamba et intervient au niveau de ses quatre composantes. Depuis 2018, les deux projets disposent d'un PTBA et d'un cadre logique commun. Le projet a été officiellement lancé en avril 2017 tandis que la mise en œuvre effective de ses activités n'a commencé qu'en octobre 2017.

Le niveau de réalisation des activités au 30/10/2018 est globalement insuffisant. Les retards enregistrés au niveau de l'élaboration des protocoles avec les différents partenaires et la lenteur du processus de passation des marchés ont retardé la mise en œuvre du projet FEM et ont eu un impact considérable sur son déroulement. Le taux d'exécution physique des activités FEM du PTBA 2018 est de 44% au 30/10/2018, ce qui est jugé insuffisant à deux mois seulement de la fin de l'année. Pour 2018 il était essentiellement prévu des activités préparatoires (études, formations, accompagnement des groupements pour l'élaboration des PDE, etc.) avec la réalisation des aménagements et le financement des micro-projets seulement programmés à partir de 2019. Ceci explique le faible taux de décaissement des fonds FEM au 30/10/2018 qui est de 13%.

Les activités exécutées ont porté sur l'élaboration et la signature des protocoles d'accord avec les différents partenaires, la préparation des dossiers et des études techniques (dont une étude de références sur les ressources forestières, les intrants agricoles et le cheptel dans la zone d'intervention du FEM et un manuel d'ingénierie sociale pour la mise à l'échelle des technologies de CES/DRS), la formation de deux promotions de facilitateurs sur l'approche ADM (Analyse et développement des marchés) et l'accompagnement des groupements de femmes porteurs de micro-projets environnementaux (sur les PFNL) à l'élaboration de leurs plans de développement d'entreprise (PDE). A cela s'ajoute l'appui institutionnel et le renforcement de capacités au profit des différents partenaires, notamment la CNA, la CRA du Nord, le SE-CNSA, le SP-CPSA, l'ONDD et la DGEEVCC. D'autres activités sont prévues d'ici la fin de l'année dont notamment la formation en ingénierie sociale au profit des deux opérateurs sélectionnés (SEMUS et FNGN), l'achat et la livraison du petit matériel pour les aménagements de CRS/DRS et l'analyse et la validation des PDE élaborés par la première promotion des facilitateurs ADM. Il est prévu que cela portera le taux de réalisation physique du PTBA 2018 à 74% au 31/12/2018.

Afin d'accélérer la mise en œuvre des activités FEM et ainsi rattraper les retards enregistrés depuis son lancement, quelques actions sont à prévoir. En vue d'entamer les travaux d'aménagement en 2019 et faciliter le travail des opérateurs d'ingénierie sociale, les PGES des 17 bas-fonds identifiés doivent être réalisés au plus vite. Pour ce faire, le prestataire de service doit être recruté avant la fin de l'année. Pour ce qui est des opérateurs d'ingénierie sociale, les protocoles d'accord doivent être élaborés et signés avant la fin de l'année afin de leur permettre d'entamer leurs interventions sur le terrain. En ce qui concerne les micro-projets, une échéance de soumission des PDE doit être fixée et communiquée aux facilitateurs afin de pouvoir procéder à l'analyse et la validation.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Accélérer la mise en place des CCFV et CFV immédiat	UGP/CRA/DGFOMR	12/2018
Analyser et valider les PDE de la première promotion de facilitateurs	DGEEVCC/RSEnv	12/2018
Signer les protocoles d'exécution avec SEMUS et FNGN après la NO du FIDA	Chargé d'appui à la passation des marchés/RSEnv	01/2019
Démarrer les activités d'accompagnement de la structuration et de la mise en réseau des bénéficiaires des investissements du projet	CRA; Prestataires	02/2019
Analyser et valider les PDE de la deuxième promotion de facilitateurs	DGEEVCC/RSEnv	02/2019
Redimensionner les TDR de recrutement des OAC régionaux et finaliser le processus de recrutement	UGP	03/2019
Mettre en place un dispositif de collecte et d'analyse du niveau de reconstitution du fonds de roulement juin 2019 et continu	CRA; OAC	06/2019
Recruter le prestataire pour l'élaboration des PGES	Chargé d'appui à la passation des marchés/RSEnv	06/2019
Elaborer les PGES pour les 17 bas-fonds	Prestataire/RSEnv	12/2019

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus		
Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Le projet connaît un retard important notamment dans l'aménagement des périmètres maraîchers et dans le déploiement de l'appui-conseil pour la valorisation des sites aménagés. Mais le dispositif d'anticipation et de simplification de la mise en œuvre permettrait d'atteindre les objectifs du Projet. En vue d'obtenir des effets directs et impacts significatifs, le Projet concentre ses efforts sur les activités à fort effet de levier sur l'augmentation et la sécurisation de la production et des revenus des ménages.

Toutefois, les délais de mise en place des nouveaux services d'appui-conseil, le respect du calendrier d'aménagement des bas-fonds et la qualité du petit matériel de chantier, restent encore des défis, requérant un accompagnement efficace des CRA.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

L'atteinte de l'objectif du Projet visant à améliorer les conditions de vie et les revenus des populations cibles est en bonne voie malgré les difficultés rencontrées. Les bénéficiaires ont une bonne maîtrise de l'eau et du capital foncier. L'objectif quantitatif d'investissement clé du Projet portant sur les aménagements (bas-fonds, maraîchage, CES/DRS récupération de terres dégradées) devrait être atteint avec plus de 16 991,5 ha d'aménagements réalisés sur un total global révisé de 31 577 ha (soit 53,81% de la cible globale révisée) avec les projections suivantes: 56,88% des aménagements terminés d'ici à fin 2018, 81,99% fin 2019 et 100% fin 2020.

Les résultats de la dernière campagne agricole 2018 ne sont pas encore disponibles mais les données des deux dernières font état d'une augmentation importante des superficies emblavées (+174% pour le mil; +45% pour le sorgho et +35% pour le riz), les productions ont également augmenté (+137% pour le mil; +38% pour le riz) sauf pour le sorgho (-5,3%) et permettent d'atteindre 20% des objectifs pour le riz et 48% pour le sorgho. Au niveau de la productivité, les résultats restent en deçà des attentes à cause d'un accompagnement insuffisant des bénéficiaires et des aléas pluviométriques.

Au niveau de la sécurisation du capital foncier, 317 ententes foncières ont été signées sur tous les nouveaux aménagements de bas-fonds et de périmètres maraîchers, sous la supervision de la DGFORM, dont les documents sont disponibles auprès des services techniques, avec un archivage numérique en prévision. En attendant de disposer de données sur la sécurité alimentaire, on note que la production issue des aménagements est autoconsommée à 91%, laissant entrevoir un meilleur accès des ménages aux denrées de base. Ainsi les dépenses d'achats de vivres sont passées de 79% à 73%.

En attendant les résultats de l'étude d'évaluation en cours des MP, le financement de 2 262 MP (soit 60,55% de la cible) aura certainement renforcé les capacités de production et de gestion des petits producteurs. Il a permis la création d'emplois en particulier dans la transformation avec en moyenne 1,5 personne employée par MP et ce, en majorité des femmes (1,4 femme). Mais la question de leur durabilité reste entière, puisque 38% des promoteurs ne pensent pas redémarrer un nouveau cycle à la clôture de leur MP contre 32% de réponses positives et dans de nombreux cas, les MP se limitent au financement d'activités ponctuelles qui ne s'inscrivent pas dans une logique entrepreneuriale.

Selon l'enquête sur les effets du Projet réalisée par l'UGP (2018), le bénéfice par bénéficiaire est estimé à 102 300 FCFA pour les bénéficiaires de MP et 84 882 FCFA pour les bénéficiaires d'aménagements. D'autres enquêtes en vue viendront affiner et renforcer ces premières données disponibles.

Au niveau des risques et hypothèses, les ententes foncières mises en place pour sécuriser les investissements ont une valeur sociale, les services fonciers ruraux/commissions foncières villageoises qui devraient pouvoir enregistrer ces arrangements ne sont pas toujours déployés dans la zone d'intervention du Projet. Les risques liés au faible niveau de structuration des filières et des OP, à l'accès difficile aux marchés et à la faiblesse des infrastructures de transport restent forts. Deux nouveaux risques identifiés portent sur l'orpaillage et l'insécurité due aux attaques des groupes terroristes armés, surtout dans les régions du Nord et de l'Est, qui pourraient perturber la mobilisation de certaines populations.

Development Focus		
Targeting and Outreach	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Le projet accompagne les bénéficiaires à la demande. Le dispositif de proximité permet de sensibiliser et de donner l'information sur les appuis, de rendre les CRA plus visibles et opérationnelles. Sur appel à proposition et selon des critères spécifiques au type d'appui, les populations formulent leurs besoins qui passent par les comités provinciaux de sélection et le comité d'approbation. Le ciblage est satisfaisant et se base sur les critères du genre, de la participation réelle des bénéficiaires de l'accès au marché et aux bassins de production, et des spéculations agricoles ciblées.

Main issues

L'alphabetisation fonctionnelle a bénéficié à 9 269 bénéficiaires dont 8 078 femmes avec un taux de réussite de 94%. Les séances d'IEC quant à elles ont touché 21 931 personnes dont 11 889 femmes dans 382 villages accompagnés par 764 points focaux formés dont 50% de femmes. Les changements de comportement sont visibles et ont eu des effets positifs au plan de la santé, de la qualité de vie et des relations au sein des ménages.

Les difficultés relevées sur le terrain par la mission concernant principalement la durabilité des acquis. Pour la stratégie IEC, aucune structuration n'est prévue pour la valorisation des 764 points focaux après le projet. La mise en relation avec d'autres dispositifs relais comme les centres de santé communautaire, les programmes nationaux de santé (paludisme, poliomyélite, VIH SIDA, etc.), ne semble pas non plus être prévue. La motivation financière de 5 000 FCFA/mois par point focal sur l'année 2019, atteindra très vite ses limites malgré la volonté manifeste des points focaux à travailler pour leurs communautés. Concernant l'alphabetisation, un comité de gestion a été mis en place par centre sans plan d'actions de durabilité. Le coût du gestionnaire de la biblio-moto (120 000 FCFA/mois pour le carburant et le salaire) ne sera pas supporté après les appuis de 2018. Les recettes de la vente des abonnements de livres sont faibles et sont gérées par les prestataires. Les apprenants ne sont pas organisés pour prendre la relève au regard des besoins en alphabetisation. Les prestataires ont déploré le retard dans l'établissement des listes des apprenants et dans le démarrage des formations sans compter le non-respect du critère 'âge' des apprenants (18-35 ans) lors du démarrage des formations.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
Sécuriser les fonds générés par l'activité de bibliothèque ambulante immédiat et continu	CRA	11/2018
Organiser en réseau les points focaux IEC et leur mise en relation avec des structures pérennes	CRA	12/2019

Gender equality & women's participation

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les dernières données disponibles sur l'égalité de genre et la participation des femmes aux activités du projet sont celles présentées lors de la revue mi-parcours et ce par manque d'analyse des dernières données disponibles. Cela ne permet pas à la présente mission d'apprécier les résultats obtenus dans ces cinq derniers mois. Sur la base des données disponibles, la mission juge la performance du projet dans ce domaine globalement satisfaisante, avec une marge d'amélioration suite à une analyse des données plus fréquente.

Main issues

Le projet touche un total de 75 667 femmes, soit 49% des bénéficiaires. Le projet est encore loin du taux de 58%, qui est la cible initiale. Néanmoins, l'attention du projet, et aussi de ses prestataires de services et partenaires pour favoriser la participation des femmes, est jugée satisfaisante. Les femmes sont bénéficiaires de 46% des aménagements et 53,86% des MP. Le pourcentage des femmes qui a bénéficié des services d'appui-conseil est de 60%, et 62% de femmes ont participé aux séances d'alphabetisation. Le projet semble donc cibler efficacement les femmes parmi ses bénéficiaires et, par rapport aux constats faits lors de la revue mi-parcours, il s'est engagé à systématiser la désagrégation des données par genre. Les prestataires de services se sont aussi très bien approprié la stratégie de ciblage du projet, et collectent des données systématiquement désagrégées par genre, même s'ils ne prennent pas toujours en considération la catégorie des jeunes.

La participation des femmes dans les structures mises en place ou soutenues par le projet est aussi satisfaisante: elles sont de 40% dans les COGES, 50% dans les APD et représentent 50% des points focaux de l'IEC.

Par rapport à l'accès au foncier, le Projet a contribué à faciliter l'accès des femmes, mais aucune activité spécifique n'a été menée depuis la revue à mi-parcours. Les dernières données disponibles montrent que 48% des femmes dans les bas-fonds et presque 100% dans les périmètres maraichers ont accès à la terre.

Les premières années de formule enchaînée ont vu une participation consistante des femmes apprenantes (8 078 sur 9 269). Pour la gestion des bibliothèques ambulantes, 12 comités de gestion ont été créés dans les villages touchés, qui prévoient 2 hommes et 2 femmes

Justification of rating

La productivité est jugée plutôt satisfaisante. L'augmentation de la production est essentiellement due aux travaux d'aménagement de bas-fonds rizicoles et de CES/DRS sur les hautes terres. Ces travaux ont connu une bonne progression en 2018. Toutefois, les données sur les productions pour la campagne 2018/19 ne sont pas encore disponibles. Comme les intrants ont été distribués aux exploitants des sites aménagés (3 455 ha de bas-fonds et 3 652 ha en CES/DRS) et que la pluviométrie a été bonne, une augmentation des productions est attendue dans la zone du projet au cours de cette campagne.

Main issues

Le rapport sur les effets du projet montre que le rendement moyen pour le riz dans les bas-fonds aménagés (2,36 t/ha) est supérieur à celui des sites non aménagés (1,55 t/ha), pour la campagne 2017/18 déficitaire en pluviométrie. Au cours des visites de terrain, la mission a pu constater à travers les entretiens avec des bénéficiaires de MP et d'aménagements qu'il y a eu une augmentation de la productivité en 2018 par rapport à la dernière campagne agricole 2017/18, qui avait été caractérisée par un déficit des pluies. Aussi au niveau des rendements obtenus avant et après le projet, les bénéficiaires rencontrés ont témoigné d'une augmentation significative des rendements du riz sur les sites aménagés.

Des résultats positifs ont été aussi relevés par un groupement de producteurs de sorgho à Pilga, qui a bénéficié de l'appui d'AGRINOVIA pour le recours aux semences d'une variété améliorée de cette culture. Toutefois, à l'exception de ces cas mentionnés, les données ne sont pas disponibles au niveau du projet pour les productions de la campagne 2018/19. L'analyse de ces données en cours de traitement aurait permis d'évaluer l'augmentation de la production par rapport aux campagnes précédentes.

Concernant la mise en valeur des sites aménagés, le projet a mis à disposition les intrants et les petits équipements aux bénéficiaires des aménagements pour la campagne 2018/19, sur une superficie totale de 1 035 ha de bas-fonds, 18 ha de périmètres maraichers et 3 651,5 ha de hautes terres. Ceci contribuera à une augmentation de la productivité agricole sur ces sites.

La mission a noté, dans certains cas, une faiblesse du système d'appui-conseil mis en place suite au grand nombre d'intervenants sur le terrain et aux thématiques abordées qui ne sont pas toujours en cohérence avec les besoins des producteurs. La substitution des 13 OAC par un nombre restreint d'opérateurs (3 OAC) avec des agents techniques spécialisés en appui conseil, devrait permettre non seulement d'assurer une meilleure formation et suivi des bénéficiaires, mais également d'organiser une meilleure collecte des données relatives aux effets des appuis en lien avec la productivité agricole.

Les visites de terrain dans la région du Centre-Nord ont permis de constater une augmentation modeste de la production ovine et avicole à travers différents MP. Par contre, on constate que l'appui offert dans l'élaboration et suivi de ces projets n'a pas suffisamment pris en compte tous les risques possibles de mortalité des animaux, ce qui pourrait limiter les effets de l'intervention du projet sur la productivité dans le long terme. Le projet devra nécessairement mettre en place un système qui lui permettra de collecter et systématiser les informations provenant des différentes interventions (aménagements, microprojets) pour bien mesurer les effets générés sur la production. Ce système devra assurer l'évaluation des niveaux de production initiaux et de ceux enregistrés pendant et après l'intervention du projet.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
système de collecte de données Mettre en place un système de collecte de données permettant de mesurer les effets des interventions du projet sur la productivité agricole continu	UGP/opérateurs partenaires	11/2018

Main issues

Depuis son démarrage, le projet assure avoir sensibilisé en nutrition 20 000 personnes. Les séances en éducation nutritionnelle offertes par les points focaux se déroulent de façon participative surtout avec les femmes, qui semblent apprécier et s'approprier des nouvelles connaissances. Les opérateurs IEC qui sont chargés du déroulement de ces activités termineront leurs contrats en 2019. Le projet prévoit de continuer à couvrir les frais de transport des points focaux villageois, formés par les opérateurs IEC, pour qu'ils puissent continuer à animer ces séances. Une évaluation des effets des activités des opérateurs IEC sur la population est envisagée pour 2019.

Le projet a aussi mis en place 23 jardins nutritifs collectifs et a organisé des animations autour de ces jardins. La plantation du Moringa et du baobab dans ces jardins va certainement engendrer de grands bénéfices sur le plan

Adaptation to Climate Change	Rating: 4	Previous rating: 4
------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Les interventions du Projet, notamment sur les aménagements et les MP, contribuent à l'adaptation au changement climatique. Des activités telles que la micro-irrigation, l'utilisation de variétés à cycle court, l'utilisation de fumure organique et la promotion des activités génératrices de revenus et respectueuses de l'environnement permettent d'améliorer la résilience et la capacité d'adaptation des populations et des écosystèmes aux changements climatiques qui affectent la zone d'intervention du projet.

Main issues

Durant les visites de terrain au niveau de la région du Centre-Nord, il a été noté que la plupart des producteurs utilisent la fumure organique sur leurs terres ce qui améliore leur fertilité mais aussi leur capacité de rétention d'eau, concourant ainsi à une meilleure résilience des sols et des plantes face au changement climatique.

Au niveau de la même région, l'OCADES (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité) a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations par une exploitation optimale des produits issus des bio-digesteurs. Pour cela, l'opérateur assure la structuration des utilisateurs des bio-digesteurs en cinq clubs, la promotion de la technologie à travers la sensibilisation, la réalisation de nouveaux ouvrages et la remise en marche d'ouvrages ayant subi des pannes, la formation des membres des clubs sur l'utilisation de l'effluent des bio-digesteurs (compost) dans la production agricole, et la mise en relation pour faciliter la vente du compost.

Plusieurs thématiques de co-innovation paysanne promues par AGRINOVIA dans la zone d'intervention du projet visent à promouvoir des techniques résilientes face au changement climatique telles que : (i) la plantation d'*Andropogon gayanus*, en remplacement des moellons rocheux, qui favorise la création de bandes enherbées fixant les eaux et le sol ; et (ii) l'utilisation de variétés précoces de sorgho pour éviter les aléas des précipitations en fin de saison.

L'utilisation et la promotion de la micro-irrigation au niveau des périmètres maraichers constituent un bon moyen d'adaptation aux aléas climatiques. Cette technologie renforce la résilience des populations au changement climatique en réduisant leur dépendance aux précipitations et permet une utilisation efficiente et rationnelle des ressources en eau.

Au niveau de la région du Nord, la résilience et les capacités d'adaptation des bénéficiaires seront renforcées à travers les interventions prévues avec le financement du FEM-PAI. Ces dernières consistent en la mise à l'échelle des technologies de CES/DRS, la restauration des terres par des techniques mécaniques et biologiques, la diffusion de la régénération naturelle assistée (RNA) au niveau des sous-bassins versants, et la promotion d'entreprises génératrices de revenus respectueuses de l'environnement portant sur l'exploitation/préservation des PFNL et/ou utilisant des énergies renouvelables.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 3	Previous rating: 3
------------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Les appuis du projet, ont nettement permis d'améliorer les capacités institutionnelles et opérationnelles des STD, de la CNA et des CRA qui acquièrent progressivement une image positive et une place dans le paysage institutionnel national du monde rural.

Le mouvement paysan est en pleine mutation vers un modèle de société coopérative plus performant. Un avant-projet de loi portant statut général des CRA et CNA a été élaboré avec l'appui du NEER-TAMBA. Les leaders des CRA défendent une vision d'autonomie et de pérennité basée sur des ressources financières propres. Les agents du Secrétariat Général de la CNA ont été formés en techniques d'élaboration de plan d'affaires. Ceux des Hauts Commissariats ont été formés à l'enregistrement informatique des sociétés coopératives et des faitières.

Main issues

Le leadership des CRA défend une autonomie et une pérennité basée sur la création et la mobilisation de ressources financières propres à travers des services concrets.

Le schéma de gouvernance des CRA est bien structuré depuis la base jusqu'à la région avec 68% des consulaires membres de l'assemblée générale provenant des villages via les provinces et 32% des autres collègues. Le dispositif de proximité qui permet aux CRA d'être opérationnelles sur le terrain est composé de : conseillers villageois de développement, élus consulaires, points focaux IEC, paysans aménagistes, etc.

Dans la pratique, le kit d'appui du projet de 100 000 FCFA/an aux CVD devrait s'arrêter en 2019. Il en est de même pour

les activités d'IEC recentrées sur 4 thèmes à savoir l'alphabétisation recentrée sur la formule enchaînée couplée à la biblio-moto et l'appui aux OR recentré sur la valorisation. Aussi, les cadres mis à disposition des CRA/CNA, sont payés sur la grille salariale du projet, chose que les CRA ne pourront assurer au-delà de la durée de vie du projet.

Il convient dès lors d'entamer la réflexion sur la pérennisation du personnel mis à disposition en recentrant les compétences sur les services économiques et la transformation en sociétés coopératives.

La nouvelle dynamique des sociétés coopératives à travers l'acte uniforme est une opportunité pour non seulement mettre l'accent sur les services concrets aux membres, mais aussi réactualiser le répertoire des membres et de leurs besoins. Les investissements économiques réalisés, constituent une base solide pour les organisations paysannes émergentes.

Le document de stratégie de désengagement du projet qui vient d'être validé propose cet accompagnement en 7 axes. Cependant, les activités identifiées manquent pour la plupart, de capacité de génération de revenus conséquents pour assurer la prise en charge par les CRA et les acteurs à la base après le projet. Le plan de financement de la stratégie ne semble pas être décliné dans le document et le plan de mise en œuvre des actions s'étale sur toute la durée restante du projet. Des actions potentiels pourraient inclure: (i) négocier le versement dans la fonction publique du personnel affecté aux CRA et assurer la contrepartie dégressive de leurs salaires; (ii) négocier avec les faitières fortes une mutualisation des compétences et des dispositifs d'animation et de structuration; (iii) suivre la gestion des Fonds de roulement en provenance des crédits intrants et renforcer les relations avec le système financier et intégrer dans les comptes de résultat, l'amortissement des équipements.

Un accès particulier doit être porté à la gestion des crédits intrants par les CRA de façon à pérenniser le service et à construire progressivement une confiance avec le système financier pour accompagner la production et la valorisation. La plupart des groupements et autres bénéficiaires des investissements disposent de compte bancaire, mais l'accès au crédit reste la principale contrainte (méconnaissance, méfiance, absence de garanties, etc.).

Pour les investissements (motopompes, décortiqueuses, etc.), les mises en exploitation sont à leur début pour la plupart. Les comptes de résultats doivent déjà tenir compte des besoins d'amortissement.

Partnership-building	Rating: 5	Previous rating: 5
-----------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

Les activités du projet sont mises en œuvre à travers des partenariats avec différentes structures, soit publiques que privées, qui représentent des acteurs clés du monde rural du Burkina Faso. Des conventions détaillées ont permis de définir les rôles et responsabilités de chaque partenaire et d'assurer l'encadrement de leurs activités. Des évaluations périodiques des performances de ces partenariats permettraient de corriger leurs éventuelles faiblesses ou, éventuellement, de capitaliser leurs acquis.

Main issues

Les partenariats encore en cours du projet sont avec: des institutions publiques (STD, DGFOMR, ONF, SONATER, SP/CPISA, SE/CNSA, ONDD, DGEEVCC), des organisations professionnelles (CRA et CNA) et avec le secteur privé. Ces partenariats ont tous fait l'objet de conventions détaillées.

Les principaux partenaires du projet sont les CRA, qui assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée des composantes 2 et 3 du projet. Dans le cadre de ce partenariat, les CRA-CNA ont tissé et entretenu une collaboration dynamique avec tous les acteurs intervenant dans le développement du monde rural notamment les ressortissants, les STD et l'administration territoriale. Le renforcement des capacités du Neer-Tamba ont aussi permis aux CRA de tisser d'autres partenariats et de réaliser plusieurs activités au profit des bénéficiaires à travers les projets et programmes intervenant dans chaque région. Du point de vue tant organisationnel que financier, la mission a pu relever des forces et des faiblesses. Le modèle d'organisation allant du niveau village au niveau national, le caractère inclusif des Chambres (regroupant tous les ressortissants) et leur volonté de prendre en compte les aspects genre sont considérés comme très positifs. Mais les CRA sont caractérisées par une instabilité du personnel, une absence des services rendus à ses membres, la non fonctionnalité de certains organes ainsi que la non disponibilité de tous les instruments et outils de gestion. La mission a également noté des retards récurrents dans la mise à disposition des ressources financières au profit des bénéficiaires, ce qui affecte l'exécution des activités du projet. Le principal défi relevé par la mission est la durabilité dès lors que les capacités des CRA à continuer à offrir des services sont clairement faibles tant au plan technique que financier. En effet, les CRA ne disposent pas de compétences humaines propres et de budget conséquent pour assurer le suivi des acquis obtenus.

La convention-cadre avec le master AGRINOVIA de l'Université de Ouagadougou a permis de développer et d'appuyer 8 pratiques innovantes (3 au Centre-Nord, 2 au Nord et 3 à l'Est). Les bénéficiaires rencontrés dans la région du Centre Nord se sont dit satisfaits de ces expériences, mais il n'y a pas encore eu d'évaluation des résultats et effets. En outre, ce partenariat a permis l'encadrement de quatre stagiaires qui ont conduit leur recherche sur des thématiques d'intérêt des populations ciblées par le projet. Les données collectées sont en cours de traitement.

Au niveau du financement FEM, des partenariats ont été établis avec des structures publiques et des organisations professionnelles, notamment l'ONDD, la DGEEVCC, le SP/CPISA, le SE/CNSA, la CNA et la CRA du Nord. Ces partenariats ont été formalisés par des protocoles d'accord détaillés en matière de missions, responsabilités, droits et

obligations.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
approche complémentaire Elaborer avec les CRA une approche complémentaire, harmonisée avec les autres partenaires qui les appuient, en cohérence avec leur stratégie d'autonomisation. février 2019 et continu	UGP/CRA	02/2019

Human and Social Capital and Empowerment

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

Les mécanismes mis en place par le projet, à travers les formations, les sensibilisations et le suivi régulier des bénéficiaires ont permis aux CRA de mettre un dispositif de proximité et d'enclencher une dynamique sociale ainsi que de faire émerger un potentiel humain de nouveaux acteurs composés de jeunes et de femmes majoritairement. Le mouvement paysan est en pleine mutation vers un modèle de société coopérative plus performant et viable avec une bonne base d'investissements économiques mis en place par le projet.

Main issues

Le Neer-Tamba cible les individus et les groupements sur la base de leur démonstration d'intérêt à prendre part au projet. Les visites de terrain ont montré que les groupements ciblés restent encore faibles. Si on arrive à trouver quelques groupements organisés, la plus grande partie manque de vie associative et de capacités de gestion coopérative. Les processus de formalisation de certains groupements pour les conformer aux exigences de la loi OHADA sont en cours, mais sans qu'il y a eu des formations en structuration et gestion. Plusieurs autres formations et sensibilisations ont eu lieu notamment sur l'acte uniforme OHADA, l'élaboration de plan d'affaires au bénéfice des agents des CRA/CNA et des Hauts Commissariats. Des formations en structuration et gestion seront donc nécessaires pour garantir la formation de groupements solides et autonomes, qui pourront perdurer même une fois que le projet sera terminé. Un autre grand défi relevé sur le terrain est la faible structuration de l'ensemble des acteurs et leur mise en réseau pour pérenniser les acquis et créer plus d'opportunités d'emplois et de revenus.

Dans la livraison des intrants et des petits équipements, le projet assure et facilite la mise en contact des bénéficiaires avec les fournisseurs, ce qui devra leur permettre de savoir identifier à qui s'adresser pour organiser les prochaines campagnes et de s'approprier du processus. Les bénéficiaires ont également été dotés d'outils pour suivre techniquement et financièrement leurs projets et évaluer leurs performances. Enfin, le système de financement des microprojets, qui prévoit que tous les bénéficiaires ouvrent un compte bancaire, a permis leur mise en relation avec les institutions financières du terrain, même si ça ne se traduit pas toujours par un meilleur accès à leurs services et produits financiers.

L'alphabetisation fonctionnelle a bénéficié à 10 444 personnes (dont 9 046 femmes). 9 831 personnes ont été évaluées et 9 269 ont été déclarées admises soit un taux de réussite de 94%. 12 biblio motos accompagnent les apprenants pour le maintien de leur niveau. Les séances d'IEC quant à elles ont touché 21 931 personnes dont 11 889 femmes dans 382 villages accompagnés par 764 points focaux formés dont 50% de femmes. Les changements de comportement sont visibles et ont eu des effets positifs au plan de la santé, de la qualité de vie et des relations au sein des ménages.

Quality of Beneficiary Participation

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

Le système de mise en œuvre du projet prévoit une forte participation des bénéficiaires. Ils participent dans toutes les phases d'exécution du projet, de la mise en place des aménagements, à la formulation et autoévaluation des microprojets, et aussi dans les séances de formation.

Deux types de participation ont été relevés au niveau des bénéficiaires : (i) les participations en nature comme la mise à disposition du local de formation dans le cadre de l'alphabetisation et (ii) en espèce dans le cadre des micro- projets et des aménagements hydro-agricoles (AHA) avec une contribution financière de 10% demandée.

Main issues

Les bénéficiaires adhèrent aux principes généraux d'accès au financement notamment le cofinancement, la bonne gouvernance, le partenariat, la valorisation des acquis et le respect des orientations décrites dans la fiche d'analyse technique de la composante.

Les bénéficiaires participent à la formulation des MP et des Plans d'affaires, surtout à travers les promoteurs. Leur

participation est sur demande, à travers la présentation d'un avant-projet à l'approbation des Comités Provinciales de Sélection (CPS). Par contre, la préparation des avant projets était conditionnée au paiement d'un prix fixe aux rédacteurs endogènes identifiés par les CRA, indépendamment si le projet aurait été financé ou pas.

Des difficultés et lenteurs dans la cotisation de leur contribution ont été parfois soulignées, ce qui a aussi limité la possibilité par les groupements de bénéficier de plans d'affaires, qui demandent une contribution plus élevée. Lors des consultations sur les sites visités, la mission a noté que parfois il y a une appropriation faible de certains microprojets par tous les membres des groupements, et que pour des raisons de rentabilité des investissements les MP ont comme bénéficiaires directs seulement un petit nombre des membres des groupements, même si la cotisation est demandée à tout le groupe.

Un bon exemple de participation des bénéficiaires est noté dans l'expérience des processus de co-innovation promus par le partenaire AGRINOVIA. Les villageois, après plusieurs séances de consultations, ont soumis au partenaire les problématiques identifiées et ont participé à la mise en place des pratiques innovantes. Par contre, il faut souligner qu'il n'y a pas encore de système qui permette d'évaluer la satisfaction des bénéficiaires sur les services et les appuis reçus

Responsiveness of Service Providers

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La performance des prestataires de service est jugée globalement satisfaisante : leurs activités répondent aux TDR et ils assurent une bonne proximité avec les bénéficiaires. Les plus grandes faiblesses dans la performance des PAMO-MP et OAC concernent essentiellement la transmission, souvent tardive, des rapports et une faible collecte de données sur le terrain, ce qui ne permet pas au projet de rassembler les résultats de toutes les activités exécutées pour une analyse poussée qui permettrait de tirer des leçons et prendre des mesures idoines relatives aux prestataires et leurs prestations.

Main issues

D'une manière générale, les prestations des PAMO en charge des aménagements sont jugées satisfaisantes aussi bien par l'UGP que par les CRA et les bénéficiaires. Au vu du volume financier en jeu et de l'importance des ouvrages à réaliser, les chantiers de travaux pour la réalisation des aménagements de bas-fonds de type PAFR sont très importants vers l'atteinte des objectifs du projet. Aussi, au-delà des réunions de chantiers hebdomadaires, il est nécessaire de tenir des rencontres mensuelles avec les premiers responsables des entreprises, de l'UGP et des CRA afin d'identifier les difficultés administratives et techniques non résolues lors des réunions hebdomadaires, et y apporter les solutions adéquates.

Les activités des PAMO-MP ont fait l'objet d'une évaluation de performance en février 2018, qui juge leur travail satisfaisant. On a pu constater sur le terrain, à travers les rencontres avec les PAMO-MP du Centre-Nord, qu'ils ont eu une charge de travail qui leur a permis effectivement d'être présents sur le terrain et de bien suivre les promoteurs surtout dans la phase initiale des MP. Par contre, une fois que les projets ont démarrés, le suivi n'a pas toujours été de proximité, et a été nul après la clôture du projet. En relation aux microprojets, le faible nombre de plans d'affaires formulés et approuvés a été expliqué par l'incapacité des bénéficiaires à mobiliser leurs contreparties et par le manque de temps disponible à leur formulation. Une autre considération à faire est que le montage des microprojets n'a pas toujours pris en compte tous les risques liés à leur mise en œuvre, ce qui met en discussion leur durabilité. Actuellement, on constate un retard dans la préparation des fiches de clôture des microprojets et dans la réception de la documentation par l'UGP (cela en partie dû à la lenteur de la Chambre d'Agriculture dans la transmission des fiches en question).

Comme établi lors de la RMP, les contrats avec les 13 OAC provinciaux termineront à la fin du 2018. Les activités exécutées par les OAC dans les derniers 3 mois (juillet-septembre 2018) ont fait l'objet de différents rapports, dans lesquels il est souvent souligné le retard dans la mise à disposition des fonds par les CRA. La performance des OAC a été jugée dans la globalité satisfaisante. Tous les OAC rencontrés dans la région Centre-Nord ont confirmé être satisfaits des relations avec le projet et considèrent les activités exécutées efficaces pour l'atteinte des objectifs. Par contre, il n'y a pas eu d'évaluation des effets de leurs interventions sur les bénéficiaires et le système de rapportage et de collecte de données demeure faible. Le rapportage de ces prestataires après la fin de leur contrat sera fondamental pour une éventuelle capitalisation des acquis et pour enrichir les données relatives à l'exécution globale du projet.

Les prestataires des activités d'IEC et d'alphabétisation sont des professionnels certifiés par les ministères techniques. Il s'agit d'ONG ou d'associations de développement local avec une très grande expérience dans le milieu et dans leur domaine. Les activités ont été mises en œuvre dans les délais et les rapports d'activités sont effectifs.

Sur la base de leur contrat, un atelier bilan et une évaluation annuelle de performance est prévue pour tirer les leçons et décider de la suite de la collaboration. Les suggestions faites par les prestataires concernent la sélection des bénéficiaires et la mise en route rapide des activités notamment sur l'alphabétisation enchaînée sur trois mois.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
cadre de concertation périodique Créer et animer un cadre de concertation périodique avec les douze (12) entreprises de travaux des aménagements PAFR, afin de lever les potentiels goulots d'étranglement et les éventuelles difficultés administratives trimestriellement à partir de janvier 2019	UGP	01/2019

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les interventions du Projet ont globalement des impacts positifs sur l'environnement et contribuent à la préservation et la gestion participative des ressources naturelles notamment à travers des activités telles que les aménagements de CES/DRS, les formations sur la bonne utilisation des produits phytosanitaires, l'utilisation des bio-pesticides, la promotion des bonnes pratiques agricoles au niveau des périmètres maraichers et des bas-fonds et la récupération biologique du lac Dem.

Main issues

Les bénéficiaires du Projet sont formés et mettent en œuvre des bonnes pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Ils sont notamment formés et sensibilisés sur la bonne utilisation de produits phytosanitaires ainsi que sur l'utilisation de la fumure organique et les bio-pesticides.

Au niveau des micro-projets financés par le projet, 452 sont des MP environnementaux ce qui représente environ 17% des MP approuvés. Ces MP portent essentiellement sur valorisation des PFNL, notamment le Néré, le Balanites et le Karité ainsi que sur la création de pépinières et/ou la plantation d'espèces arborées telles que le Baobab, le Moringa, l'Acacia. Cela contribue à la reforestation du milieu rural et à l'utilisation rationnelle et durable des PFNL. A ceux-là s'ajouteront en 2019 les MP environnementaux (utilisation de l'énergie renouvelable, exploitation/préservation des PFNL) financés par les fonds FEM. Ces derniers seront essentiellement portés par des groupements de femmes vulnérables dans la région du Nord et pour lesquels des PDE sont en cours d'élaboration suivant l'approche ADM. Cette approche met un accent important sur la bonne gestion et la conservation des ressources naturelles.

Les travaux d'aménagements CES/DRS, RNA, récupération biologique et mécanique continuent d'être mis en œuvre dans la zone d'intervention du projet ce qui permet de restaurer et récupérer les terres dégradées. Plus de 11 000 ha de terres ont été valorisés en CES/DRS (zaï, demi lunes, cordons pierreux) et plus de 1 700 ha ont été récupérés à travers la RNA et la récupération biologique et mécanique des terres.

Au niveau de la région du Centre-Nord, le lac Dem qui se trouve dans une zone RAMSAR connaît un phénomène d'envasement important. Les villageois ont alors entamé une initiative de récupération biologique qui a ensuite été appuyée par le Neer-Tamba à travers la plantation d'arbres notamment *Mangifera indica*, *Mimosa pigra* et *Acacia senegal* tout au long des berges du lac.

La prise en compte des aspects relatifs à l'environnement et la gestion des ressources naturelles au niveau du Projet devrait encore se renforcer avec la réalisation des activités sous financement FEM, notamment à travers le financement des MP environnementaux et la mise à l'échelle des technologies de CES/DRS dans les bas-fonds.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
Accompagner les bénéficiaires dans le plaidoyer pour la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre des actions du Plan de Gestion du Lac continu	UGP	11/2018
Evaluer la faisabilité budgétaire d'étendre les activités de protection des berges du lac Dem juin 2019	UGP	06/2019

Exit Strategy

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La stratégie de désengagement a été validée par les parties prenantes de mise en œuvre et de personnes ressources (45 personnes dont 36 femmes), mais est toujours en phase de finalisation, pour soumission à l'approbation du FIDA. L'objectif est de fournir aux principaux acteurs, un document orienté principalement sur la viabilité des investissements et l'autonomisation financière des CRA, comportant un guide pratique à disséminer à travers l'organisation de trois ateliers régionaux de partage.

Main issues

En rappel, la logique qui avait sous-tendu la formulation du Neer-Tamba était d'appuyer la construction de partenariats entre acteurs clés autonomes et pérennes (Etat, collectivités territoriales décentralisées et déconcentrées, acteurs privés, etc.) à travers l'émergence et le renforcement des CRA. Dans cette optique, une partie de l'exécution des appuis du projet a donc été confiée aux CRA à travers une MOD pour éviter que la mise en œuvre des activités se fasse sous la houlette d'une structure de facto non pérenne. En fonction du développement et des performances de chaque CRA, l'exécution d'activités supplémentaires devait leur être progressivement transférée.

Comme cela a été constaté par la mission de revue à mi-parcours, les CRA, bien qu'elles aient été renforcées, sont encore faibles et ne disposent toujours pas suffisamment pas de capacités humaines et financières pour assurer leur viabilité sur le long terme. Bien qu'un projet de loi existe pour leur permettre de se financer, des décrets d'application sont toujours attendus, limitant la gestion d'activités d'accompagnement des producteurs par les CRA uniquement.

L'émergence d'un réseau d'acteurs autonomes capables de dynamiser de façon pérenne le secteur rural se heurte également aux faibles capacités tant humaines que financières disponibles au niveau public ou privé et ce à tous les échelons (national, régional, provincial, départemental, communal) et pour chaque type d'acteurs (STD, OP et leur faïtières, OAC, etc.). En effet, la plupart de ces acteurs ont peu de ressources propres et dépendent en permanence de projets et programmes de développement pour mener à bien leurs mandats, ce qui ne permet pas de garantir un appui régulier dans le temps. Aussi, compte tenu de la faiblesse organisationnelle observée sur le terrain, il convient d'insister dans les contrats avec les opérateurs, sur une approche de durabilité à travers une meilleure organisation et structuration des acteurs pour le maintien et la croissance des services économiques créés autour des investissements.

Potential for Scaling-up

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

La reproductibilité du contenu du projet à plus grande échelle est à nuancer selon qu'il s'agit d'activités ou d'approches. En effet, si la plupart des activités sont reproductibles dans d'autres zones, les modes opératoires ainsi que le montage institutionnel, louable dans son esprit, montre d'importantes limites en termes d'efficience et ne tient pas compte de la réalité du terrain (rareté de ressources financières et de personnel techniquement compétent). En effet, la pluralité des opérateurs et des structures de mise en œuvre, de suivi et de supervision engendre des problèmes de coordination entre les acteurs et d'harmonisation des messages et conseils en direction des groupes cibles.

Main issues

Le montage institutionnel et les modes opératoires de mise en œuvre des projets ne peuvent être efficaces et donc répliqués que si : (i) les CRA disposent de ressources propres leur permettant d'assurer pleinement leur mission; (ii) le nombre d'opérateurs, de partenaires et de prestataires est réduit pour éviter de surcharger les producteurs et leur délivrer des messages contradictoires.

Concernant les activités : les aménagements hydro-agricoles avec des systèmes économes en eau sont hautement reproductibles, car ils répondent au problème de la rareté de l'eau. Les forages avec pompage solaire, la micro-irrigation ou le système californien sont des réponses appropriées pour améliorer la disponibilité et l'efficience de l'eau d'irrigation et réduire la pénibilité du travail d'exhaure. Les techniques de CES/DRS sont reproductibles à grande échelle par les populations rurales, à condition de fournir une compensation pour la pénibilité (notamment de la collecte, du transport et de la pose des moellons) et le volume de travail nécessaire.

La répliquabilité du modèle de MP développé au sein du Neer-Tamba n'est pas évidente, car : (i) le dispositif d'élaboration, sélection, attribution et suivi des MP est très lourd et coûteux ; le suivi limité à un cycle de production, ne permet pas de garantir un effet durable de la dotation financière fournie aux promoteurs de MP ; et (ii) le caractère "micro-projet/plan d'affaire" visant à encourager les démarches entrepreneuriales avec une viabilité économique n'est pas intégré.

Les activités d'IEC et d'alphabétisation ont été un succès et elles continuent de susciter l'engouement des populations.. Le changement de comportement des bénéficiaires est très net concernant la santé, la qualité de la vie, les relations sociales, la nutrition des enfants, les capacités à lire et à écrire en langue locale, etc.

D'autres actions initiées par le projet et ayant un potentiel de mise à l'échelle comprennent :

- Un **guide de négociation des ententes foncières** et des outils pour son opérationnalisation. Ce guide a été partagé avec d'autres projets et programmes partenaires, notamment le PSAE et le PNGT II. Il a servi de base pour l'élaboration d'un guide national de négociation des ententes foncières ;
- La **planification stratégique des investissements par l'utilisation des outils SIG** pour cartographier les

aménagements de bas-fonds et de périmètres maraichers existants et d'élaborer une planification spatiale des aménagements de « terres hautes » pour garantir la durabilité des bas-fonds aménagés. Ces outils ont été déjà partagés avec l'*Initiative de la Grande Muraille Verte* du Sahara et du Sahel qui l'utilise déjà ;

- Le **référentiel technico-économique** pour servir de cadre de référence aux différents acteurs et assurer une gestion plus efficiente des investissements. Il s'agit de faciliter l'estimation du coût des investissements ainsi que l'analyse économique et financière des projets ou micro-projets d'aménagement lors de leur formulation ;
- L'utilisation du pompage solaire pour les aménagements de périmètres maraichers. Au regard des insuffisances constatées au niveau des sites maraichers alimentés par les puits comme ressource en eau, il est fait promotion des aménagements de périmètres maraichers avec l'utilisation du pompage solaire. Cette option permettra de rendre disponible la ressource en eau en tout temps et de réaliser de grandes surfaces aménagées.

c. Project Management

Quality of Project Management	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Cinq (5) mois après la fin de la mission de revue à mi-parcours, l'unité de gestion du projet (UGP) semble avoir bien assimilé les réorientations stratégiques préconisées. Cependant, la mission déplore que ces dispositions ne soient pas encore entièrement intégrées dans les versions révisées des manuels d'exécution du projet, du système de suivi-évaluation (SSE) et de la gestion administrative et financière du projet (dont aucun n'a encore été soumis à la NO du FIDA). De plus, malgré la vitesse de croisière désormais atteinte dans la mise en œuvre du projet et la tendance des décaissements annuels à la hausse, le taux de décaissement à l'échelle du projet demeure faible (33,86%).

Main issues

Les résultats engrangés par les microprojets (MP) financés par le fonds d'appui qui tiennent compte de la stratégie de ciblage ne sont pas encore connus. En effet, la mission souffre du manque de donnée et d'analyse de la part des CRA et de l'UGP quant aux produits et effets des MP ayant déjà conclu un premier cycle suivant leur financement. En effet, seules 147 fiches de clôture seraient disponibles au niveau de l'UGP (sur une estimation approximative de plus de 1 000 projets déjà clôturés). La première étude sur les effets du Projet a été réalisée en janvier 2018 et a permis de cerner juste quelques effets du fait de la jeunesse des MP. Aussi, une étude spécifique sur les MP est en cours de réalisation et les résultats sont attendus dans la première quinzaine de décembre 2018..

Les principales difficultés rencontrées telles que relevées par l'UGP (lenteur de passation des marchés, qualité des prestations par les opérateurs recrutés, acquisition et livraison du petit matériel, retard dans la mise à disposition des intrants dans les bas-fonds et terres-hautes) semblent persister malgré les initiatives prises par l'équipe du projet et les mesures recommandées à la suite des précédentes missions de supervision. La mission suggère qu'une équipe de travail réduite se penche sur ces problématiques et propose des solutions concrètes et réalistes à mettre en œuvre pour chacune de ces difficultés et ce afin d'éviter de prolonger les effets néfastes de ces goulots d'étranglement.

Aussi, des questionnements subsistent par rapport à la durabilité des appuis du projet (aménagement fortement tributaire de l'intensité pluviométrique, la durabilité des CRA vers une autonomisation financière, leur complémentarité avec les organisations paysannes, l'offre d'appui conseil, la sécurisation foncière, etc.). La mission a pu apprécier la stratégie de désengagement affinée dans le courant de 2018 et recommande qu'un plan de mise en œuvre et un mécanisme de suivi rigoureux soient mis en place sur la base du guide de stratégie de désengagement déjà disponible (en lieu et place d'un simple partage de cette stratégie et de son guide aux acteurs de mise en œuvre du projet tel que prévu actuellement).

Ainsi et en plus du rapport d'activités préparés avant les missions de supervision, l'UGP s'attèlera à préparer une annexe décrivant les dispositions prises de façon itérative sur l'exécution des actions du plan de mise en œuvre et de suivi de ladite stratégie de désengagement.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
manuels Soumettre à la NO du FIDA les versions révisées des manuels (i) d'exécution du projet, (ii) du SSE qui tiennent compte des réorientations préconisées lors de la mission de RMP	COORDO, RSE, RAF	01/2019
annexe au rapport d'activité Prévoir une annexe au rapport d'activité préparé avant les missions de supervision portant sur l'exécution et le suivi du plan de désengagement du projet pour la prochaine mission de supervision et continu	RSE	05/2019

Knowledge Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les avancées en matière de gestion des savoirs depuis la mission de RMP ne sont pas significatives. Bien que l'équipe du projet et les cadres techniques des CRA aient bénéficié de formation en capitalisation et gestion des savoirs, il n'existe à ce jour aucune stratégie ou plan d'action qui permettrait à terme de conduire vers la capitalisation et la dissémination des bonnes pratiques locales. Un consultant a cependant été recruté afin d'accompagner l'UGP dans la préparation de matériel de capitalisation à mettre à disposition en fin de projet.

Main issues

Une insuffisance dans la compréhension du concept et de l'utilité de la gestion des savoirs a été relevée par la mission. En effet, il apparaît une volonté de documenter pour répondre à des exigences institutionnelles plutôt qu'à traduire un savoir tacite en connaissance explicite qu'il conviendrait de répliquer à plus grande échelle. L'aspect capitalisation est bien présent et un consultant a d'ailleurs été recruté à cette fin. Cependant, il est primordial de rappeler que la documentation n'a de valeur que si elle est couplée d'une stratégie de dissémination. Ainsi, capitalisation et dissémination représentent les piliers d'une même stratégie de gestion des connaissances à proprement dite visant un objectif clairement défini à l'adresse d'audiences/bénéficiaires identifiés au préalable. Cette stratégie qui contribuera à l'amélioration des performances et aux résultats du projet sur la base de faits tangibles relevés au niveau du SSE, devra être accompagnée d'un plan de communication approprié.

Pour illustration, le projet de co-expérimentation avec Agrinovia portant sur 7 thèmes techniques capitalisés représente un exemple de gestion des savoirs (capitalisation et dissémination combinés) à reproduire à l'échelle du projet. Ainsi, des thèmes et produits de capitalisation pourront être déterminés dans une optique d'appui aux activités de (i) dialogue/plaidoyer politique (rôle stratégique des CRA, appui-conseil, inclusion financière, foncier rural, etc.); (ii) coordination des projets de développement rural (auprès des partenaires techniques et financiers); et (iii) partage de bonnes pratiques et d'innovation paysannes (du paysan pour le paysan).

Afin d'encourager la culture du partage des connaissances dans le secteur rural, des foires aux savoirs pourraient être organisées annuellement par le projet qui mettraient en exergue des innovations pertinentes aux bénéficiaires et en encourageraient leurs répliques. L'UGP pourra dans ce sens se rapprocher de la division des partenariats, du plaidoyer et du développement des capacités de la FAO pour répliquer les bonnes pratiques dans la promotion et la gestion des savoirs dans la sous-région.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
stratégie de gestion des savoirs Soumettre à la NO du FIDA une stratégie de gestion des savoirs (incluant les thématiques identifiées) couplée d'une stratégie de communication adaptée	RSE, FIDA	05/2019

Value for Money

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Quoique le projet enregistre des retards dans la mise en place de certains investissements tels que les périmètres maraîchers, la mise en œuvre du projet est jugée relativement efficace malgré la multiplicité d'opérateurs actifs sur le

terrain. Il ressort de l'analyse de la RMP que les investissements du projet représentent un rapport qualité-prix modérément satisfaisant. Le taux de rentabilité économique (TRE) a été estimé à 14,1%, largement supérieur au coût d'opportunité du capital, bien qu'inférieur au TRE de la conception (16,7%). Le ratio B/C était estimé à 1,42.

Main issues

Le taux global d'exécution financière estimé à 33,86% demeure faible considérant que le projet entre progressivement dans sa cinquième année de mise en œuvre. Les faibles taux de décaissement sont dus principalement au: (i) démarrage tardif du projet, notamment le recrutement des responsables des cellules de l'UGP (avril 2015, soit 20 mois après l'entrée en vigueur du 1er don) et les autres membres (juin 2016); (ii) la longueur des procédures de passation de marchés pour le recrutement des prestataires (PAMO-A et PAMO-MP); et surtout (iii) le contexte socio-politique de 2014 et 2015 du pays.

L'analyse des dépenses réelles cumulées par catégorie au 30/09/2018 montre que le ratio coûts récurrents du projet ((salaires + fonctionnement) / dépenses totales) est largement inférieur à celui proposé dans le Costab. En effet, le montant cumulé des coûts récurrents représente 4,5% des dépenses totales, contre 7% prévu à la conception et 14% à la RMP. Pour l'année 2018, les coûts récurrents réels du projet sont cohérents avec ceux qui sont prévus dans le PTBA. Au 30/09/2018, le ratio pris en considération est estimé à 8,31% contre 9,38% prévu dans le PTBA.

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

Les taux de décaissement et d'exécution physique pondéré du PTBA 2018 sont respectivement de 77,82% et 71,2% au 30/09/2018 pour un total de 9 097 841 893 FCFA (soit 15,9 millions USD). L'exécution du PTBA 2018 est satisfaisante.

Les PTBA connaissent des taux de décaissement très satisfaisants avec 63% en 2015; 84% en 2016 et 104% en 2017. Les taux d'exécution physique s'élèvent à: 69% en 2015, 73% en 2016 et 91% en 2017. Le volume financier des PTBA est également en constante augmentation: 5,3 millions d'USD en 2015; 9,9 millions d'USD en 2016, presque 17 millions d'USD en 2017 et 19,5 millions d'USD en 2018. Les prévisions du PTBA sont donc en cohérence avec les réalisations.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Le Projet devrait accroître le rythme des décaissements en 2019 et 2020, tout en garantissant la qualité des interventions et le respect des procédures.

Performance of M&E System

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

A l'instar des précédentes missions, des lacunes subsistent. Ainsi, la mission déplore le manque d'amélioration dans les tentatives de : (i) mieux capter les effets du Projet pour informer la prise de décisions stratégiques à partir d'enquêtes mais aussi par l'exploitation des données déjà disponibles ; et (ii) de produire des rapports plus analytiques sur la base des données qui remontent du terrain.

Bien que le SSE soit opérationnel et que toutes les parties prenantes soient formées au manuel, il ressort que la fonction de SE soit davantage axée sur le reporting plutôt que l'analyse et l'apprentissage de ce qui fonctionne ou non sur le terrain. Davantage de proactivité et d'analyse se révéleraient grandement bénéfique au projet dans son ensemble.

M&E System Review

Bien que le dispositif du SSE semble bien ancré dans le montage institutionnel de l'exécution du projet, il apparaît que le potentiel du système ne soit pas encore pleinement exploité pour cause de dysfonctionnements persistants qui ne semblent pas trouver de solution adéquate. Ainsi, à l'occasion du bilan annuel portant sur le fonctionnement du SSE avec tous les acteurs impliqués, des défis ont été relevés. Des mesures ont déjà été mises en place afin de pallier ces insuffisances. Cependant, l'UGP est en attente de la révision du manuel du SSE afin de convier à nouveau tous les acteurs du SSE et former l'ensemble de ces acteurs tout en revenant sur certains défis qui n'auraient pas encore été jugulés.

Dans l'optique de résoudre de façon déterminante ces insuffisances et à l'instar des goulots d'étranglement récurrents identifiés dans la gestion du projet, la mission recommande qu'une analyse plus approfondie soit conduite afin d'identifier concrètement les obstacles et d'individualiser les responsabilités de chacun en vue d'un suivi plus rapproché des performances de chaque maillon de la chaîne et d'éventuelles mesures ciblées à prendre sur la base de faits documentés.

Au moment de la RMP, plus de 70% de 1278 MP avaient au moins bouclé un cycle de production et de nombreux MP avaient été clôturés. Au moment de la présente mission, aucune analyse des effets des MP clôturés n'a été présentée. La mission s'inquiète du retard dans l'analyse des MP clôturés alors qu'elle permettrait de faire ressortir des bonnes pratiques à mettre à échelle.

La problématique de remontée d'information paraît s'élargir également aux OAC et aux STD notamment pour cause de manque de définition claire des attentes de la part de ces partenaires de mise en œuvre quant aux produits et effets à suivre. Cette lacune devrait être adressée dans le cadre des protocoles annuels préparés avec les services techniques déconcentrés et les nouveaux termes de mandat relatifs aux prestations des OAC régionaux.

Avec la prochaine étude d'effets annuelle attendue pour début 2019, il est préconisé de s'assurer que les résultats de celle-ci soient disponibles pour la session du comité d'orientation. Cela illustrerait le véritable outil de SE qui permettrait d'alimenter les décisions de gestion du projet.

Enfin, le rapport de la revue externe du Ministère de tutelle ayant conduit sa mission de terrain dans les régions du Nord et de l'Est début novembre n'a pas été mis à la disposition de la mission. N'ayant pu se rendre que dans la région du Centre-Nord, la mission aurait pu bénéficier de cette évaluation externe afin d'asseoir ses constats et recommandations pour une intégration transversale dans les 3 régions ciblées par le projet.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
analyse de performance des MP. Collecter les fiches de clôture disponibles et faire une analyse de performance des MP.	RSE, RCEA	10/2018
goulots d'étranglements Identifier les goulots d'étranglements au niveau de toute la chaîne du SSE et exécuter un plan de suivi avec des actions concrètes qui visent à juguler les insuffisances récurrentes	RSE, RCEA, RCA	02/2019
fiches de clôture de tous les MP Collecter, transmettre et analyser les fiches de clôture de tous les MP clôturés jusqu'à fin 2018 et analyser les résultats (produits et effets) afin d'alimenter l'étude d'effet annuelle prévue début 2019	CRA, RSE, RCEA	03/2019

Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les interventions du projet ont essentiellement des impacts positifs sur l'environnement et le renforcement de la résilience des bénéficiaires face aux changements climatiques. Les actions et activités programmées ainsi que leurs impacts potentiels sur l'environnement ont permis de classer le Neer-Tamba en catégorie B selon les procédures du FIDA en vigueur au moment de sa conception.

SECAP Review

Le projet Neer-Tamba a été formulé en 2012 bien avant l'entrée en vigueur en 2015 des procédures SECAP. Le projet dispose toutefois d'une note d'évaluation environnementale et sociale (NEES) conformément aux politiques du FIDA au moment de sa conception. La NEES classe le projet en catégorie B compte tenu des impacts négatifs mineurs de ses interventions sur l'environnement. Cependant, cette dernière ne définit pas d'activités portant directement sur les aspects environnementaux et climatiques à mettre en œuvre et à intégrer dans les planifications annuelles du Projet.

La revue à mi-parcours a fait des recommandations à ce niveau afin d'assurer la conformité des activités du projet avec les procédures SECAP actuellement en place. Ces recommandations ont toutes été réalisées. Il s'agissait notamment de conduire une étude de référence sur les ressources forestières, les intrants agricoles et le cheptel dans la région du Nord qui doit cependant être validée ; et de former les formateurs au niveau de l'ONDD sur l'outil EX-ACT (Ex Ante Carbon-balance Tool) afin d'estimer l'impact du projet sur les émissions de gaz à effet de serre et la séquestration de carbone.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
étude de référence sur les ressources forestières et les intrants agricoles du projet FEM Réaliser et valider l'étude de référence sur les ressources forestières et les intrants agricoles du projet FEM.	RSEnv/ONDD	08/2018

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$5,909,971		
	National Government	\$24,134,950		
Co-financing breakdown,	Global Environmental Facility	\$7,269,448		

Acceptable Disbursement Rate

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

AutomateLes décaissements sur les ressources globales FIDA (Prêt/Don et Don) s'élèvent à 17 261 058 DTS (27, 463 millions USD) sur un montant alloué de 52 550 000 DTS (83, 601 millions USD) soit un taux de décaissement de 32,85% au 30/09/2018. En tenant compte du montant des DRF 21 et 37 (1 406 996 DTS) en traitement au niveau du FIDA, le taux de décaissement sera de 35,66% avec un montant total décaissé de 18 668 054 DTS. La mission a noté une amélioration sensible du taux de décaissement par rapport à la RMP qui était de 23,8%.d rating based on IFAD disbursement data

Main issues

Points saillants

A la RMP, compte tenu de la consommation de ressources au dela de l'allocation sur certaines catégories une réallocation a été faite, elle a eu pour effet de dégager de nouvelles ressources pour la plupart des catégories. Les décaissements par rapport aux allocations de ressources nouvelles s'analyse comme suit :

Don 8111 du FIDA. Les décaissements sur les ressources de ce Don s'élèvent à 10 822 239 DTS au 30/09/2018 sur un montant alloué de 33 200 000 DTS, soit un taux de décaissement de 32,60%. En tenant compte du montant de la DRF N° 37 de 948 846 DTS en instance de paiement au FIDA, le taux de décaissement sera de 35.7%. Le taux de décaissements par catégorie est faible pour les catégories Génie Civil (16,26%) et Fonds d'Appui (5,99%).

Prêt 895 et Don 8111A. Les décaissements sur les ressources de ce Prêt/Don s'élèvent à 6 438 819 DTS au 30/09/2018 sur un montant alloué de 19 350 000 DTS, soit un taux de décaissement de 33,28%. En tenant compte du montant de la DRF N° 21 de 458 150 DTS en instance de paiement au FIDA, le taux de décaissement sera de 35.64%. Le taux de décaissements par catégorie est faible pour les catégories Génie Civil (11,80%) et Services (18,81%).

Don FEM-PAI.

Les décaissements sur les ressources de ce Don s'élèvent à 989 657,09 USD au 30/09/2018 sur un montant alloué de 7 269 448 USD, soit un taux de décaissement de 13,61%. En tenant compte du montant de la DRF N° 04 (108 174,10 USD) en instance de paiement au FIDA, le taux de décaissement sera de 15,10%. Le taux de décaissement faible pour la catégorie Consultant (2,92%) et nul pour la catégorie Dons et Subvention, sur la catégorie Equipement et Matériel le taux est de 130,38%.

Fiduciary Aspects

Quality of Financial Management

Rating: 3

Previous rating: 4

Justification of rating

Le Neer-Tamba dispose : (i) d'un manuel de procédures réactualisé en novembre 2017; (ii) des manuels de procédures pour les CRA, (iii) du logiciel comptable TOM2PRO installé aussi bien à l'UGP que dans les CRA et la CNA. Cependant La mission a relevé des insuffisances (i) en matière de contrôle des avances aux partenaires pour réalisation des activités (ii) des délais anormalement longs de justification des avances, (iii) l'absence parfois de rapports de mission, de TDR, (iv) existence de dépenses non éligibles (v) le suivi de l'exécution budgétaire inexistant. (vi) La mission a relevé beaucoup d'erreurs d'imputation dans le module de suivi budgétaire, ainsi que des dépenses réalisées sans budget.

Main issues

Points saillants

Comptabilité. Les comptabilités du Neer-Tamba et des CRA visités (CRA du Centre-Nord et CNA) est à jour au 31 octobre 2018. La mission a relevé beaucoup d'erreurs d'imputation dans le module de suivi budgétaire, ainsi que des dépenses réalisées sans budget. Les erreurs sont principalement le fait de l'imputation directe dans les modules comptabilité générale et budgétaire par la même personne. Par ailleurs, la mission a noté que la CNA et les CRA ne tiennent pas de comptabilité patrimoniale retraçant toutes les ressources et dépenses.

Le contrôle interne. Dans l'ensemble le contrôle interne est assuré de façon satisfaisante, cependant la mission a constaté des insuffisances dans les contrôles des justificatifs de dépenses réalisés dans le cadre des protocoles et conventions aussi bien par les CRA que par l'UGP. Par ailleurs, le contrôle budgétaire ne semble pas réalisé au regard des dépassements budgétaires sans qu'une analyse des écarts entre prévisions et réalisations ne soit réalisée. La mission rappelle l'obligation par le RAF d'assurer le contrôle quotidien des engagements et le suivi budgétaire/analytique.

Manuel des procédures : Une mise à jour du manuel s'impose pour tenir compte des recommandations issues de la mission de RMP ainsi que de la présente mission.

Le PTBA 2018 a été adopté par le CNP le 08/12/2017 et reçu l'ANO du FIDA le 18/12/2017 pour un montant de 6 Milliard de FCFA puis a été révisé en juillet 2018 et approuvé le 20/07/2018 par le FIDA pour un montant de 11,691 milliards FCFA. La mission a noté des dépassements importants sur des lignes budgétaires sur le PTBA initial (erreurs d'imputations, dépenses non prévues dans le PTBA, etc.), dépassements parfois devenus sans objets suite à la révision du PTBA.

Etats certifiés des dépenses (ECD). La mission a passé en revue les DRF 19, 20 25 et 33 et a relevé (i) des dépenses non éligibles sur la DRF 33 pour 1 223 250 FCFA sur l'avance de 2 604 826 FCFA faite à la DREPPNF du CN (pièces justificatives non probantes, absence d'ordre de mission, de rapport du DR, états de paiements non datés) ; et (ii) sur la DRF 25 une dépenses effectuée par la Direction Régionales de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques Est pour 9 365 760 FCFA demandée en remboursement alors que les justificatifs ne sont pas complets ; la mission rappelle que ne doivent être demandées en remboursement que les dépenses effectivement justifiées auprès de l'UGP, par conséquent le montant de 9 365 760 devra être déduit par le FIDA sur la prochaine DRF présentée par le Neer-Tamba.

Compte spécial du Prêt/Don et Don. Les dépenses par le compte spécial représentent 65,21% des décaissements sur le Don 8111 et 67,17% des décaissements sur le Prêt/Don. La mission attire l'attention de l'UGP sur le volume très important des justificatifs et la nécessité de mettre en place un contrôle rigoureux de ces justificatifs aussi bien au niveau des CRA qu'au niveau de l'UGP.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Apurer les différents chèques en suspens	RAF/Comptable	06/2018
Diligenter le renouvellement des contrats du Coordonnateur et du RAF.	MAAH/MINEFID	06/2018
Apposer sur toutes les pièces justificatives à transmettre au Projet un cachet intitulé "Pièces du Projet Neer-Tamba".	CRA	07/2018
Déduire le remboursement fait sur la DRF 25 de l'avance de 9 365 760 FCFA insuffisamment justifiée	IFAD	11/2018
Mutualiser les moyens humains à disposition (3 comptables) pour le renforcement de la qualité des informations financière et le contrôle	RAF	11/2018
Mettre en place un contrôle budgétaire préalablement à tout engagement ainsi que la production régulière des états d'exécution budgétaire par centre de responsabilité	RAF	11/2018
Etablir un état de vérification des justificatifs de dépenses	RAF	11/2018
Matérialiser les contrôles effectués sur tous les documents vérifiés par les responsables financiers (RAF, SAF et comptables)	UGP/CRA	11/2018
Améliorer la qualité de l'imputation comptable	RAF	11/2018
Mettre en place un contrôle budgétaire préalablement à tout engagement ainsi que la production régulière des états d'exécution budgétaire par centre de responsabilité	Coordonnateur, RAF, Chefs de cellule	12/2018
Engager un plaidoyer pour la mise en place d'une comptabilité exhaustive patrimoniale des CRA et du CNA	Coordonnateur/MAAH	01/2019
Mettre à jour le manuel des procédures administratives comptables et financière des recommandations issues de la RMP et de la présente mission	Coordo/RAF	03/2019
Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.	RAF/Comptable	
S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.	RAF/Comptable	
Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.	Coordonnateur/RAF	
Faire rembourser par les emprunteurs les dépenses non éligibles pour 1 223 250 FCFA	Coordo/RAF	

Quality and Timeliness of Audit

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La qualité de l'audit est modérément satisfaisante

Main issues

Le rapport d'audit a été reçu dans les délais contractuelles et l'auditeur a exprimé une opinion sans réserves sur les états financiers, les comptes désignés et les processus de passation des marchés.

Counterparts Funds	Rating: 4	Previous rating: 4
--------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Conformément aux dispositions de l'Accord de Financement, la participation financière du Gouvernement au financement du Neer-Tamba se chiffre à 23,867 millions USD à la formulation. Au 30/09/2018, la contribution effective du Gouvernement s'élève à 9,894 millions USD (soit un taux d'environ 41,46%). La contribution des bénéficiaires au 30/09/2018 s'est élevée à 979 USD, soit un taux de 16,8%.

Main issues

Points saillants

La contribution au financement du Neer-Tamba en numéraire du Gouvernement inscrite aux budgets successifs de l'Etat depuis 2014 se chiffre à 7,320 milliards FCFA. Au 30/09/2018, la contribution mobilisée du Gouvernement s'élève à 5,540 milliards FCFA (soit un taux d'environ 75,69%). Le taux de contribution des bénéficiaires faible pourrait s'améliorer si le Projet évalue et prend en compte la contribution en nature, notamment la participation des bénéficiaires aux travaux des aménagements.

Compliance with Loan Covenants	Rating: 6	Previous rating: 5
--------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont globalement mises en application.

Procurement

Procurement	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Le nombre total des marchés inscrits dans le Plan de Passation de Marchés (PPM) 2018 est de cent trente-huit (138) y compris les conventions avec les différents partenaires du projet pour un montant total de 15 513 157 000 FCFA. Sur les 59 marchés de prestations intellectuelles 36 sont signés et réalisés ou en cours d'exécution ; sur les 52 marchés des biens et équipements 34 sont signés et réalisés ou en cours d'exécution ; sur les 20 marchés de travaux 9 sont signés et réalisés ou en cours d'exécution et sur les 7 protocoles et conventions 6 sont signés et réalisés ou en cours d'exécution.

A date un marché a été annulé pour un montant de 9 748 000 FCFA au motifs qu'une étude qui devrait être cofinancé par le Projet NEER-TAMBA et le Projet de Sécurité Alimentaire à l'Est (PSAE) a été en définitive entièrement financée par le PSAE.

Procurement Review

La méthode d'entente directe ou grè à grè, conformément à la législation (arrêté N°2017/77 et N°2017/142) a été beaucoup utilisée pour 36 marchés ou contrats (23 services consultant et 12 biens et fournitures). La mission rappelle que cette procédure qui déroge au principe de mise en compétition ne doit être utilisée que dans des cas exceptionnels et doit être motivée et justifiée au préalable.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
renforcement de capacités Planifier des séances de renforcement de capacités du spécialiste en passation des marchés, des différents responsables de cellules et certains cadres des CRA dans les procédures de passation de marchés. continu	Coordonnateur/RAF	

F. Agreed Actions

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Accélérer la mise en place des CCFV et CFV immédiat	UGP/CRA/DGFOMR	12/2018
Analyser et valider les PDE de la première promotion de facilitateurs	DGEEVCC/RSEnv	12/2018
Signer les protocoles d'exécution avec SEMUS et FNGN après la NO du FIDA	Chargé d'appui à la passation des marchés/RSEnv	01/2019
Démarrer les activités d'accompagnement de la structuration et de la mise en réseau des bénéficiaires des investissements du projet	CRA; Prestataires	02/2019
Analyser et valider les PDE de la deuxième promotion de facilitateurs	DGEEVCC/RSEnv	02/2019
Redimensionner les TDR de recrutement des OAC régionaux et finaliser le processus de recrutement	UGP	03/2019
Mettre en place un dispositif de collecte et d'analyse du niveau de reconstitution du fonds de roulement juin 2019 et continu	CRA; OAC	06/2019
Recruter le prestataire pour l'élaboration des PGES	Chargé d'appui à la passation des marchés/RSEnv	06/2019
Elaborer les PGES pour les 17 bas-fonds	Prestataire/RSEnv	12/2019
Development Effectiveness		
Sécuriser les fonds générés par l'activité de bibliothèque ambulante immédiat et continu	CRA	11/2018
système de collecte de données Mettre en place un système de collecte de données permettant de mesurer les effets des interventions du projet sur la productivité agricole continu	UGP/opérateurs partenaires	11/2018
Organiser en réseau les points focaux IEC et leur mise en relation avec des structures pérennes	CRA	12/2019
Sustainability and Scaling Up		
Accompagner les bénéficiaires dans le plaidoyer pour la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre des actions du Plan de Gestion du Lac continu	UGP	11/2018

cadre de concertation périodique Créer et animer un cadre de concertation périodique avec les douze (12) entreprises de travaux des aménagements PAFR, afin de lever les potentiels goulots d'étranglement et les éventuelles difficultés administratives trimestriellement à partir de janvier 2019	UGP	01/2019
approche complémentaire Elaborer avec les CRA une approche complémentaire, harmonisée avec les autres partenaires qui les appuient, en cohérence avec leur stratégie d'autonomisation. février 2019 et continu	UGP/CRA	02/2019
Evaluer la faisabilité budgétaire d'étendre les activités de protection des berges du lac Dem juin 2019	UGP	06/2019
Project Management		
étude de référence sur les ressources forestières et les intrants agricoles du projet FEM Réaliser et valider l'étude de référence sur les ressources forestières et les intrants agricoles du projet FEM.	RSEnv/ONDD	08/2018
analyse de performance des MP. Collecter les fiches de clôture disponibles et faire une analyse de performance des MP.	RSE, RCEA	10/2018
manuels Soumettre à la NO du FIDA les versions révisées des manuels (i) d'exécution du projet, (ii) du SSE qui tiennent compte des réorientations préconisées lors de la mission de RMP	COORDO, RSE, RAF	01/2019
goulots d'étranglements Identifier les goulots d'étranglements au niveau de toute la chaîne du SSE et exécuter un plan de suivi avec des actions concrètes qui visent à juguler les insuffisances récurrentes	RSE, RCEA, RCA	02/2019
fiches de clôture de tous les MP Collecter, transmettre et analyser les fiches de clôture de tous les MP clôturés jusqu'à fin 2018 et analyser les résultats (produits et effets) afin d'alimenter l'étude d'effet annuelle prévue début 2019	CRA, RSE, RCEA	03/2019
annexe au rapport d'activité Prévoir une annexe au rapport d'activité préparé avant les missions de supervision portant sur l'exécution et le suivi du plan de désengagement du projet pour la prochaine mission de supervision et continu	RSE	05/2019
stratégie de gestion des savoirs Soumettre à la NO du FIDA une stratégie de gestion des savoirs (incluant les thématiques identifiées) couplée d'une stratégie de communication adaptée	RSE, FIDA	05/2019
Financial Management & Execution		

Apurer les différents chèques en suspens	RAF/Comptable	06/2018
Diligenter le renouvellement des contrats du Coordonnateur et du RAF.	MAAH/MINEFID	06/2018
Apposer sur toutes les pièces justificatives à transmettre au Projet un cachet intitulé "Pièces du Projet Neer-Tamba".	CRA	07/2018
Déduire le remboursement fait sur la DRF 25 de l'avance de 9 365 760 FCFA insuffisamment justifiée	IFAD	11/2018
Mutualiser les moyens humains à disposition (3 comptables) pour le renforcement de la qualité des informations financière et le contrôle	RAF	11/2018
Mettre en place un contrôle budgétaire préalablement à tout engagement ainsi que la production régulière des états d'exécution budgétaire par centre de responsabilité	RAF	11/2018
Etablir un état de vérification des justificatifs de dépenses	RAF	11/2018
Matérialiser les contrôles effectués sur tous les documents vérifiés par les responsables financiers (RAF, SAF et comptables)	UGP/CRA	11/2018
Améliorer la qualité de l'imputation comptable	RAF	11/2018
Mettre en place un contrôle budgétaire préalablement à tout engagement ainsi que la production régulière des états d'exécution budgétaire par centre de responsabilité	Coordonnateur, RAF, Chefs de cellule	12/2018
Engager un plaidoyer pour la mise en place d'une comptabilité exhaustive patrimoniale des CRA et du CNA	Coordonnateur/MAAH	01/2019
Mettre à jour le manuel des procédures administratives comptables et financière des recommandations issues de la RMP et de la présente mission	Coordo/RAF	03/2019
renforcement de capacités Planifier des séances de renforcement de capacités du spécialiste en passation des marchés, des différents responsables de cellules et certains cadres des CRA dans les procédures de passation de marchés. continu	Coordonnateur/RAF	
Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.	RAF/Comptable	
S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.	RAF/Comptable	
Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.	Coordonnateur/RAF	
Faire rembourser par les emprunteurs les dépenses non éligibles pour 1 223 250 FCFA	Coordo/RAF	

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										
	Household members			266 125		154 507	58.1				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households			45 060		23 753	52.7				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males			113 081		78 840	69.7				
	Total number of persons receiving services			266 125		154 507	58.1				
	Females			153 044		75 600	49.4				
	Groups receiving project services										
	Groups			4 960		1 082	21.8				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Goal Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	Aléas naturels; Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers; Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables; Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable
	Females	34									
	Males	37									
	Réduction de la prévalence de la malnutrition aigue des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	17									
	Females	17									
	Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	28									
	Females	28									
	Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Première disette	79									
	Deuxième disette	2									
	Ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté régionale (réduction)							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Households	16.5									
	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté (augmentation)							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Households										
	Taux de couverture végétale (FEM)							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Pourcentage										

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	3.2.1 Greenhouse gas emissions (CO2) avoided and/or sequestered							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Number of tons										
Objective L'autonomie et les capacités des ménages ruraux pauvres sont renforcées	Ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les exploitations aménagées							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	Difficulté de changement du paradigme en matière de mise en oeuvre/responsabilité du développement, risques de résistances corporatistes au sein de l'appareil d'Etat et faible capacité initiale et éventail incomplet des nouveaux instruments et/ou acteurs; Transition initiée depuis une dizaine d'années au plan national (décentralisation notamment) et dans le secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CA, etc); Constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et réformes institutionnelles, etc.); Horizon temporel nécessaire
	Households	0		8 383		2 266	27				
	Groupes de production/communautaires/RN + MP collectifs FEM fonctionnels après 3 ans							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	
	Pourcentage										
	Groupes	0		95				Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	
	Augmentation globale annuelle des revenus des ménages ciblés										
	Augmentation										

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification		Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility
Outcome La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	Héctares supplémentaires irrigués cultivés (bas-fonds)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
	Hectares of land			6 484	1 365	3 624	55.9			
	Héctares supplémentaires cultivés en maraîchage							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
	Hectares of land			496	11	52	10.5			
	Hectares supplémentaires en CES-DRS valorisés (FEM inclu)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
	Hectares of land			26 007	3 968.5	11 069.5	42.6			
	Hectares supplémentaires récupérés régénérés (FEM inclu)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
	Hectares of land			11 000	892.25	1 761	16			
	Infrastructure encore en service après 3 ans (BF,PM,CES-DRS)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
	Infrastructure			80						

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Hectares de bassins versants protégés (FEM)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Hectares of land			12 505							
	Land under improved management practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Hectares of land			26 007	3 968.5	11 069.5	42.6				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Households			80							
	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Households			80							
Outcome Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a augmenté											

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les aménagements réalisés améliorent la gestion de l'eau et du sol	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Hectares of land			6 980	1 376	3 676	52.7				
Output La formation de groupes de gestion de l'infrastructure améliore la gestion de l'eau et du sol	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Groups supported			960							
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (COGES)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Groupes			650	109	285	43.8				
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Groupes			650	109	285	43.8				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Males			2 600	436	1 140	43.8				
	Females			1 950	327	855	43.8				
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Males			2 600	436	1 140	43.8				
	Females			1 950	327	855	43.8				
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Males			25 825		10 741	41.6				
	Females			26 675		9 384	35.2				
Outcome L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital est accru											
Output Les groupes cibles vulnérables sont appuyés pour accéder à ce capital foncier	Accords délivrés sur les nouveaux aménagements (ententes foncières)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Accords	0		650	109	285	43.8				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Commissions foncières villageoises mises en place							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Commissions			150							
Outcome Les activités agricoles sont durablement intensifiées et diversifiées	1.2.4 Households reporting an increase in production							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Households	0		80							
	1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Households			80							
	Productions annuelles passent de x à y							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Rendements sorgho			8 000							
	Rendements riz paddy			25 000							
	Rendements produits maraîchers			16 000							
	Accroissement annuel des troupeaux passe de x à y							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Nombre de têtes										
	Petits éleveurs faisant état d'un accroissement de leur troupeau							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Eleveurs	0		80							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Percentage			80							
Outcome Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées											
Output Les formations organisées et les réseaux créés/animés renforcent les capacités des petits producteurs	Personnes ayant accès à des services d'appui-conseil							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Personnes			69 000	10 840	33 075	47.9				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Men trained in crop	0		8 100		5 910	73				
	Women trained in crop	0		9 900		6 564	66.3				
	Total persons trained in livestock			16 000		4 465	27.9				
	Men trained in livestock	0		4 000		2 235	55.9				
	Women trained in livestock	0		12 000		2 230	18.6				
	Total persons trained in crop			18 000		12 474	69.3				
	2.1.3 Rural producers' organizations supported							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Rural POs supported			1 921							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	2.1.4 Supported rural producers that are members of a rural producers' organization							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Young										
	Females										
	Males										
	Organisations de producteurs ruraux comptant des femmes dans leurs instances de direction							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Nombre			1 921							
Output Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	MP financés							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Nombre			3 736	984	2 262	60.5				
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Females	0		1 943							
	Males	0		957		60	6.3				
	Persons trained in IGAs or BM (total)			2 900							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome Les capacités des populations et de leurs organisations sont renforcées	OP/OR/CVD appuyés sont opérationnels							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	OP/CVD	0		80							
	OP/CVD										
	CRA et BN/CRA sont fonctionnelles							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	CRA et BN/CRA Number			4		4	100				
	DR assument leurs fonctions régaliennes							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	DR - Number			9		9	100				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Households reporting improved physical access to processing facilities			80							
	Households reporting improved physical access to markets			80							
	Households reporting improved physical access to storage facilities			80							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les producteurs sont alphabétisés et informés	Apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Apprenants	0		29 000	10 444	28 888	99.6				
	Personnes ayant accès au programme IEC							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Personnes	0		15 000	21 931	21 931	146.2				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	Groupes communautaires créés/consolidés (CVD)							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Groupes			555		80	14.4				
	Groupes communautaires créés/consolidés comptant des femmes dans leurs instances de direction							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Groupes			555		80	14.4				
	Membres de groupes communautaires créés/consolidés							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Males			2 500		887	35.5				
	Females			500		218	43.6				
	OP/OR appuyées/renforcées							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	OP/OR - Number			350		76	21.7				
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Storage facilities constructed/rehabilitated			88							
	Market facilities constructed/rehabilitated			87							
	Processing facilities constructed/rehabilitated			87							

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018
Document Date: 20/12/2018
Project No. 1100001580
Report No. 4926-BF

Tableau 5A : Performance Financière par Bailleur

Bailleur	Approuvé ('000 USD)	Décaissé ('000 USD)	Décaissé en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52 818	17 219	32,60%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15 391	5 122	33,28%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15 392	5 122	33,28%
DON FEM n°2000001662	7 269	990	13,61%
Gouvernement FIDA	23 867	9 894	41,46%
Gouvernement FEM	725	37	5,05%
Bénéficiaires FIDA	5 829	979	16,80%
Bénéficiaires FEM	83	0	0,00%
Total	121 374	39 362	32,43%

Tableau 5B:

Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

	Financement FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composante	Réalloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%
Petite Aménagement Fonciers Villageois	41 700	9 401	22,54	13 800	4 026	29,17	9 200	636	6,91	64 700	14 063	21,74
Intensification des Petites exploitations et valorisation	23 100	7 699	33,33	6 300	2 353	37,35	1 700	342	20,12	31 100	10 394	33,42
Structuration des Acteurs et Mise en réseaux	13 400	6 540	48,81	4 700	2 056	43,74	-	-	-	18 100	8 596	47,49
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	6 200	3 824	61,68	2 500	1 458	58,32				8 700	5 282	60,71
Total	84 400	27 464	32,54	27 300	9 893	36,24	10 900	978	8,97	122 600	38 335	31,27

Tableau 5B FEM:

Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

	Financement FEM			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composante	Alloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%	Alloué	Réalisé	%
Petite Aménagement Fonciers Villageois	1 253,00	303,00	24,18	-	1	-	-	-	-	1 253	304	24,26
Intensification des Petites exploitations et valorisation	4 965,22	325,00	6,55	634	3	0,41	83	-	-	5 682	328	5,77
Structuration des Acteurs et Mise en réseaux	708,30	236,00	33,32	65	9	13,76	-	-	-	774	245	31,67
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	342,93	126,00	36,74	25	24	94,43				368	150	40,72
Total	7 269,45	990,00	13,62	725	37	5,05	83	-	-	8 077	1 027	12,71

Table 3C: Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 04/02/2013 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) au 30/09/2018	DRF 37 en instance**	déboursement prévisionnel au 30/09/2018	solde prévisionnel au 30/09/2018	% décaissement
1	Génie Civil	10 650 000	15 397 000	2 504 048	12 892 952	16,26%	798 474,36	3 302 522,55	12 094 477,45	21,45%
2	Equipements et matériels	1 150 000	2 492 000	1 316 735	1 175 265	52,84%	4 762,80	1 321 498,10	1 170 501,90	53,03%
3	Services	13 600 000	8 444 000	4 276 557	4 167 443	50,65%	83 661,31	4 360 218,54	4 083 781,46	51,64%
4	Fonds d'Appui	2 560 000	2 261 000	135 415	2 125 585	5,99%	0,00	135 415,42	2 125 584,58	5,99%
5	Salaires et indemnités	1 350 000	1 506 000	896 645	609 355	59,54%	37 353,96	933 998,96	572 001,04	62,02%
6	Fonctionnement	960 000	3 100 000	431 238	2 668 762	13,91%	24 593,47	455 831,69	2 644 168,31	14,70%
7	Non alloués	2 930 000	0,00		-					
	Dépôt initial + complémentaire			1 261 599,30	-1 261 599,30			1 261 599,30	-1 261 599,30	
	Total	33 200 000,00	33 200 000,00	10 822 238,66	22 377 761,34	32,60%	948 845,89	11 771 084,55	21 428 915,45	35,46%

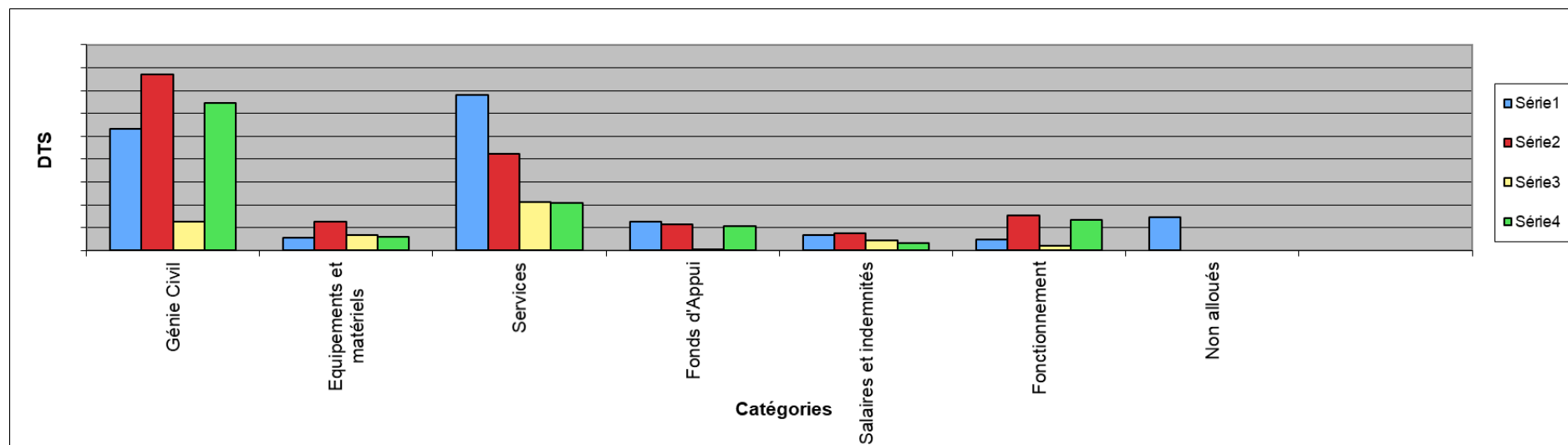


Table 3C: Déboursements Don FIDA Don n° I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursement s en % (*) au 30/09/2018	DRF 21 en instance**	déboursement prévisionnel au 30/09/2018	solde prévisionnel au 30/09/2018	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000	2 182 000	257 497,20	1 924 502,80	11,80%	5 991,96	263 489,16	1 918 510,84	12,08%
2	Equipements et matériels	335 000	504 000	313 979,11	190 020,89	62,30%	0,00	313 979,11	190 020,89	62,30%
3	Services	3 965 000	4 204 000	790 625,31	3 413 374,69	18,81%	57 842,36	848 467,67	3 355 532,33	20,18%
4	Fonds d'Appui	750 000	1 398 000	961 735,60	436 264,40	68,79%	127 989,59	1 089 725,19	308 274,81	77,95%
5	Salaires et indemnités	395 000	589 000	328 704,90	260 295,10	55,81%	13 507,09	342 211,99	246 788,01	58,10%
6	Fonctionnement	275 000	798 000	188 387,69	609 612,31	23,61%	23 744,00	212 131,69	585 868,31	26,58%
7	Non alloués	850 000,00	0,00		0,00					
	Dépôt initial + complémentaire			378 479,79	-378 479,79			378 479,79	-378 479,79	
	Total	9 675 000,00	9 675 000,00	3 219 409,60	6 455 590,40	33,28%	229 075,01	3 448 484,61	6 226 515,39	35,64%

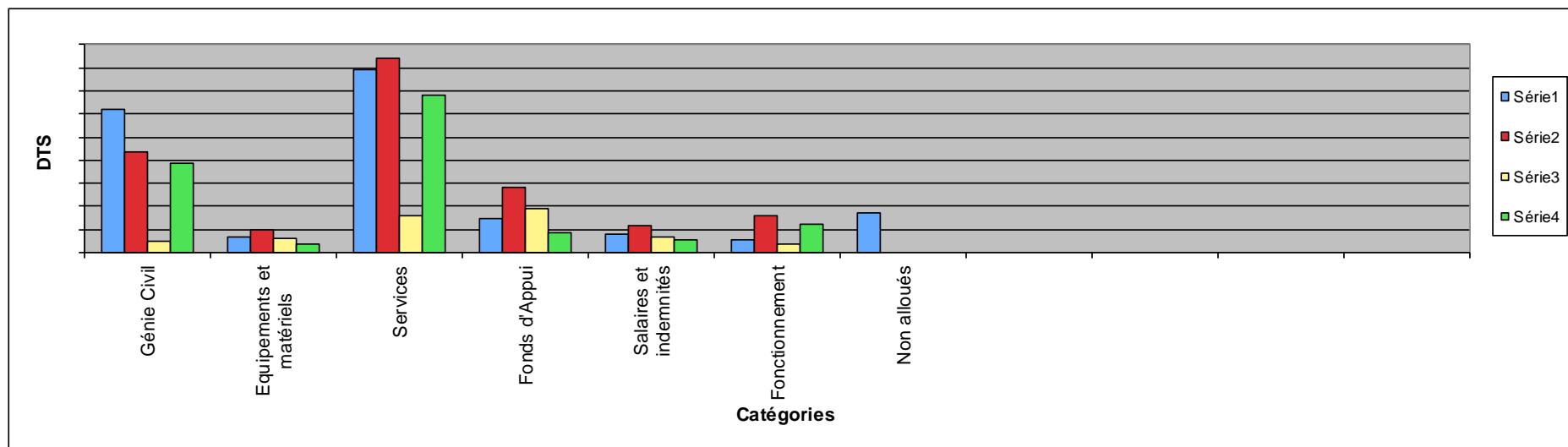


Table 3C: Débursements prêt FIDA n° I-895-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Débursements	Solde	Débursements en % (*) au 30/09/2018	DRF 21 en instance**	déboursement prévisionnel au 30/09/2018	solde prévisionnel au 30/09/2018	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000	2 182 000	257 497,20	1 924 502,80	11,80%	5 991,96	263 489,16	1 918 510,84	12,08%
2	Equipements et matériels	335 000	504 000	313 979,11	190 020,89	62,30%	0,00	313 979,11	190 020,89	62,30%
3	Services	3 965 000	4 204 000	790 625,31	3 413 374,69	18,81%	57 842,36	848 467,67	3 355 532,33	20,18%
4	Fonds d'Appui	750 000	1 398 000	961 735,60	436 264,40	68,79%	127 989,59	1 089 725,19	308 274,81	77,95%
5	Salaires et indemnités	395 000	589 000	328 704,90	260 295,10	55,81%	13 507,09	342 211,99	246 788,01	58,10%
6	Fonctionnement	275 000	798 000	188 387,69	609 612,31	23,61%	23 744,00	212 131,69	585 868,31	26,58%
7	Non alloués	850 000	-	-	-					
	Dépôt initial + complémentaire			378 479,79	-378 479,79			378 479,79	-378 479,79	
	Total	9 675 000,00	9 675 000,00	3 219 409,60	6 455 590,40	33,28%	229 075,01	3 448 484,61	6 226 515,39	35,64%

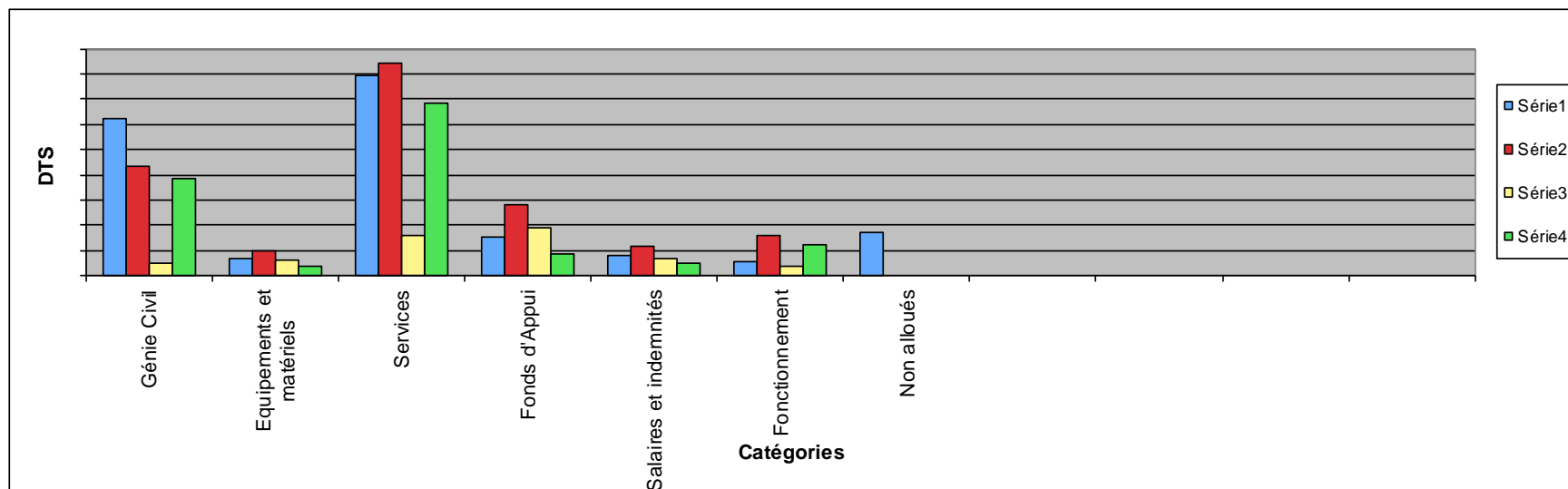


Table 3C: Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 04/02/2013, Prêt FIDA n° I-895-BF et Don n° I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 (en DTS)

N° Catégorie	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) au 30/09/2018	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/09/2018	solde prévisionnel au 30/09/2018	% décaissement
1	Génie Civil	16 860 000,00	19 761 000,00	3 019 042,59	16 741 957,41	15,28%	810 458,28	3 829 500,87	15 931 499,13	19,38%
2	Equipements et matériels	1 820 000,00	3 500 000,00	1 944 693,52	1 555 306,48	55,56%	4 762,80	1 949 456,32	1 550 543,68	55,70%
3	Services	21 530 000,00	16 852 000,00	5 857 807,85	10 994 192,15	34,76%	199 346,03	6 057 153,88	10 794 846,12	35,94%
4	Fonds d'Appui	4 060 000,00	5 057 000,00	2 058 886,62	2 998 113,38	40,71%	255 979,18	2 314 865,80	2 742 134,20	45,78%
5	Salaires et indemnités	2 140 000,00	2 684 000,00	1 554 054,80	1 129 945,20	57,90%	64 368,14	1 618 422,94	1 065 577,06	60,30%
6	Fonctionnement	1 510 000,00	4 696 000,00	808 013,60	3 887 986,40	17,21%	72 081,47	880 095,07	3 815 904,93	18,74%
	Non alloués	4 630 000,00	0		0,00					
	Dépôt initial + complémentaire			2 089 774,08	-2 089 774,08			2 089 774,08	-2 089 774,08	
	Total	52 550 000,00	52 550 000,00	17 332 273,06	35 217 726,94	32,98%	1 406 995,91	18 739 268,97	33 810 731,03	35,66%

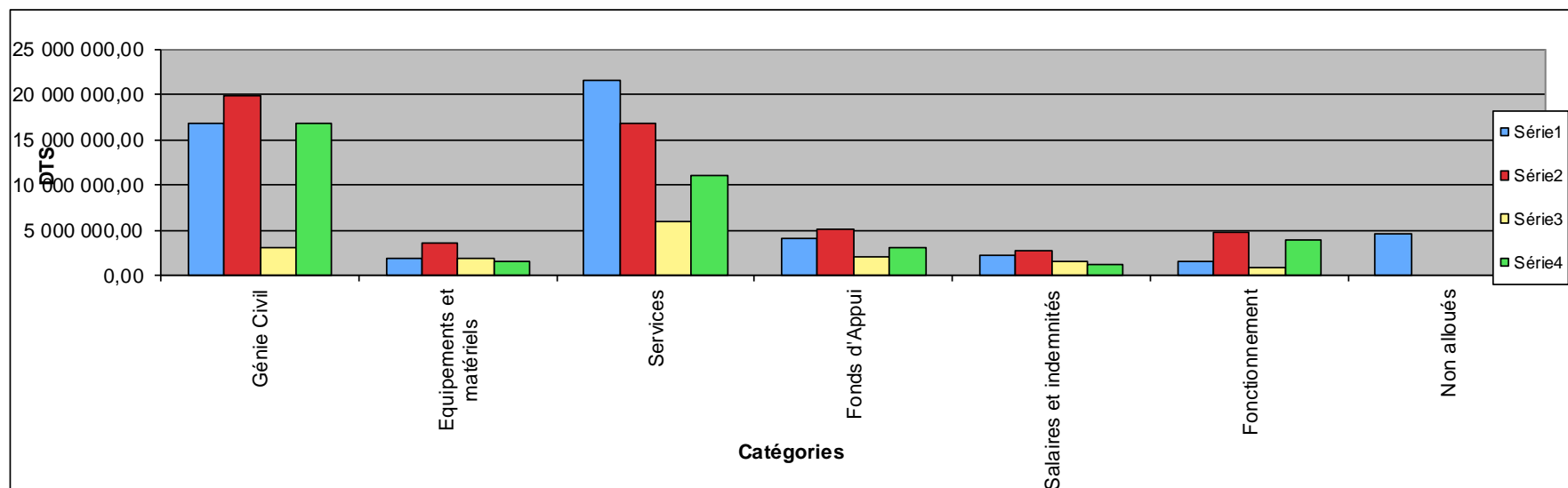
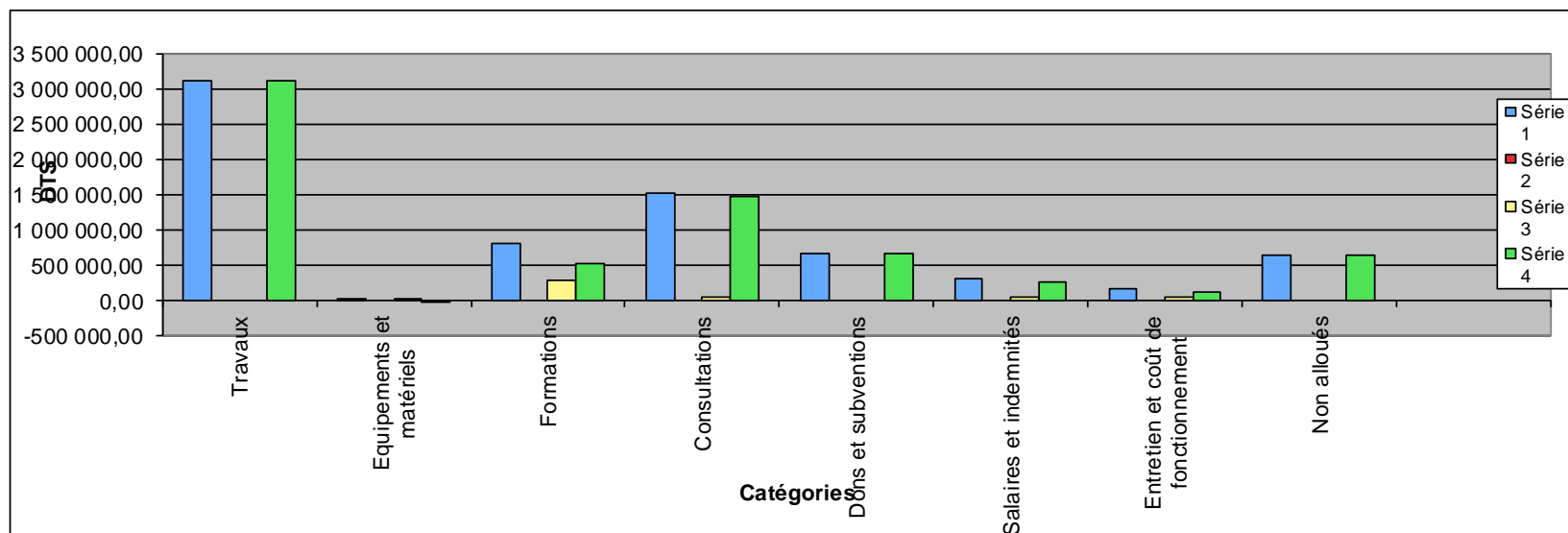


Table 3C: Déboursements Don FEM-PAI n° 2000001662 du 03/04/2017 (en USD)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) au 30/09/2018	DRF 04 en instance**	déboursement prévisionnel au 30/09/2018	solde prévisionnel au 30/09/2018	% décaissement
I	Travaux	3 105 916,00	0,00	3 105 916,00	0,00%	0,00	0,00	3 105 916,00	0,00%
II	Equipements et matériels	19 564,00	25 508,35	-5 944,35	130,38%	0,00	25 508,35	-5 944,35	130,38%
III	Formations	813 126,00	288 895,45	524 230,55	35,53%	69 062,95	357 958,40	455 167,60	44,02%
IV	Consultations	1 523 069,00	44 536,47	1 478 532,53	2,92%	5 883,37	50 419,84	1 472 649,16	3,31%
V	Dons et subventions	677 950,00	0,00	677 950,00	0,00%	0,00	0,00	677 950,00	0,00%
VI	Salaires et indemnités	303 949,00	37 888,53	266 060,47	12,47%	16 248,21	54 136,74	249 812,26	17,81%
VII	Entretien et coût de fonctionnement	171 624,00	53 293,77	118 330,23	31,05%	16 979,56	70 273,33	101 350,67	40,95%
	Non alloués	654 250,00	0,00	654 250,00	0,00%		0,00	654 250,00	0,00%
	Dépôt initial		539 534,52	-539 534,52			539 535	-539 534,52	
	Total	7 269 448,00	989 657,09	6 279 790,91	13,61%	108 174,10	1 097 831,19	6 171 616,81	15,10%



Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Document Date: 20/12/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4926-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Supervision Neer-Tamba Novembre 2018

Appendice 2: Progrès physiques

Date de dernière mise a jour 24/11/18

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluat ion	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluatio n	Taux global par rapport a la RMP	Classificat ion
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS															
VOLET AMENAGEMENT	Aménagement de bas-fond			169	892	1 198	1 357	1365.00	100.00%	3624	6000	6484	60.40%	55.89%	
	Superficies de bas-fond PRP aménagé (nouveau + extension)	ha			650	910	1 014	1 022	100.79%	2582	6000	3060	43.03%	84.38%	1
	Réhabilitation/Consolidation de bas fonds PRP	ha		169	242	288	343	343	100.00%	1042		999	#DIV/0!	104.30%	
	Réhabilitation /Consolidation de bas fonds Neer-Tamba	ha								0		600			
	Aménagement bas fond PAFR	ha										1825			
	Infrastructure de stockage /c											12			
	Périmètre maraichers														1
	Superficie périmètre maraichers	ha	CRA	0	2	39	35	11	31.43%	52	600	496	8.67%	10.48%	1
	Puits maraichers	unité	CRA	0	8	156	140	70	50.00%	234.0	2400		9.75%		1
	Petit matériel	ha	CRA	0	8	39		35		82	600	496	13.67%	16.53%	3
	Kit micro-d'irrigation	ha	CRA	0	0	10				10	600	490	1.67%	2.04%	3
	Magasin de stockage produits maraichers /f											30			
	CES/DRS									11069.5	19500	26007	56.77%	42.56%	1
	Superficie de cordons pierreux réalisée	ha	CRA	0	1563	1960	1531	1524	99.54%	5047	5500	6858	91.76%	73.59%	1
	Superficie de digue filtrante réalisée	ha	CRA	0	27		394	394	100.00%	421	3000	1627	14.03%	25.88%	1
	Superficie de zaï réalisée	ha	CRA	0	1118	2098	1642.5	1640.5	99.88%	4856.5	5500	6653	88.30%	73.00%	1
	Superficie de demi-lune réalisée	ha	CRA	0	226	109	429	410	95.57%	745	5500	2430	13.55%	30.66%	1
	Nombre de boulis réalisé	unité	CRA	0	0	0				0	ND	20			1

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classification
	Forages pastoraux											90			
	RNA et gestion de la fertilité											6000			
	Récupération mécanisée														1
	Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	UGP	0	172	1589	1130	160	14.16%	1921	5000	5000	38.42%	38.42%	1
	Superficie de végétalisée	ha		0	172	696.75	892.25	892.25	100.00%	1761	5000	5000	35.22%	35.22%	1
	Renforcement des capacités														
	Nombre de contrat de PAMO signé	forfait	UGP	0	0	3	3	3	100.00%	6	6		100.00%		3
	Cellule aménagement														
	Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	h/mois	UGP	9	12	12	12	9	75.00%	42	96	96	43.75%	43.75%	3
	Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	h/mois	UGP	0	19.5	36	36	27	75.00%	82.5	264	264	31.25%	31.25%	3
	Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	h/mois	UGP							0	180	0	0.00%		3
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP							0	192	0	0.00%		3
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	12	12	9	75.00%	41	144	180	28.47%	22.78%	3
	Nombre de véhicule pick-up4x4 acquis	unité	UGP	2	0	0	0			2	4	3	50.00%	66.67%	3
	Nombre d'unités informatique	unité	UGP	1	3	1				5	7	8	71.43%	62.50%	3
	Equipement et matériel	unité	UGP	0	0					0	ND	0			3
	Nombre d'Etude de capitalisation	étude	UGP	0	0					0	ND	0			3
	Nombre d'appui technique	étude	UGP	0	2					2	ND	0			3
I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de convention signée avec la DGFOMR	forfait	DGFOMR	0	1					1	ND	ND			3
	Nombre de véhicule pick-	unité	DGFOM	1	0					1	2	1	50.00%	100.00%	3

[illegible]

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classification
	Nombre d'enveloppe de bourse dotation	enveloppe	UGP	0	7		12	-	0.00%	7	96	10	7.29%	70.00%	3
	Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition														
	Nombre d'atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition	unité	UGP	3	0	3	3	3	100.00%	9	18		50.00%		3
	Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition														
	Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	session	UGP	0	3		-	-	#DIV/0!	3	90		3.33%		3
	Sessions des comités techniques														
	Nombre de sessions des comités techniques	unité	CRA	0	4				#DIV/0!	4	54		7.41%		3
	Atelier bilan														
	Nombre d'atelier bilan	unité	UGP	0	0	3	1	0	0.00%	3	120	75	2.50%	4.00%	3
	Assistance technique														
	Nombre d'homme mois d'assistance technique	h/mois	UGP	0	1				#DIV/0!	1	16	4	6.25%	25.00%	3
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds														
	1. Microprojets	Unité	UGP			1 278	1 416	984	69.49%	2 262	2 000	3 736	113.10%	60.55%	
	2. Fonds intrants bas-fonds	ha	UGP	0	892	1 198	1 035	1 035	100.00%	2 582	6 000	3 060	43.03%	84.38%	
	3. Fonds intrants périmètres maraichers	ha	UGP		2	39	105	11	10.48%	52	600	496	8.67%	10.48%	
	4. Fonds intrants hautes terres	ha	UGP				3 653	3 652	99.97%	3 652	19 500	25 537	18.73%	14.30%	
	Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	CRA	12	24	24	24			60	12	84	500.00%	71.43%	3
	Nombre d'émission radio	an	CRA	36	36	36	36		0.00%	108	288	144	37.50%	75.00%	3

[illegible]

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classification
COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES, DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Nombre de session	Sessio n	CRA	0	256	358				614	1635	614	37.55%	100.00%	2
	Nombre de Personne ressource FTS	sessio n	CRA	0	256	358				614	1635	614	37.55%	100.00%	2
	Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	forfait	CRA	0	0	0	12	12	100.00%	12	24	12	50.00%	100.00%	3
	Nombre d'atelier bilan annuel	sessio n	CRA	0	0				#DIV/0!	0	24		0.00%		3
	Nombre de session d'évaluation tenue	sessio n	CRA	0	0					0	3		0.00%		3
	. Formule enchainée						345	345	100.00%	345		483	#DIV/0!	71.43%	
	IEC														
	Nombre de stratégie élaborée	forfait	CRA	0	0				#DIV/0!	0	2		0.00%		3
	Nombre de module conçu	forfait	CRA	0	0				#DIV/0!	0	8		0.00%		3
	Nombre d'opérateur formé	forfait	CRA	0	0				#DIV/0!	0	21		0.00%		2
	Nombre de formation suivi point focaux	forfait	CRA	0	0					0	ND				3
	Nombre de matériel pédagogique	forfait	CRA	0	0					0	860		0.00%		3
	Nombre d'atelier bilan organisé	unité	CRA	0	0				#DIV/0!	0	24		0.00%		2
	Nombre de session d'évaluation tenue	sessio n	CRA	0	0					0	3		0.00%		3
	Formation CVD														
	Nombre de CVD formé en formation initiale	CVD	CRA	0	0				#DIV/0!	0	250		0.00%		2
	Nombre de kit bureau	kit	CRA	0	0				#DIV/0!	0	250		0.00%		3
	Nombre de recyclage	unité	CRA	0	0					0	250		0.00%		3
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Renforcement des capacités des CRA														
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	unité	UGP	3	0					3	6		50.00%		3
	Nombre de poste informatique	unité	CRA	9	0					9	16		56.25%		3
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	Unité	CRA	24	0					24	6		400.00%		3
	Nombre de contrat de formation de technicien	Unité	CRA	1	9				#DIV/0!	10	8		125.00%		3

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classification
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0						0	72		0.00%		3
	Nombre Cadre techniques	h/an	CRA	0	9	9	9	9	100.00%	27	72		37.50%		3
	Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	9	9	9	9	100.00%	27	30		90.00%		3
	Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	3	3	3	3	100.00%	9	24		37.50%		3
	Animateurs Provinciaux												0		
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	u	CRA	12	0					12	24		50.00%		3
	Nombre de poste informatique	u	CRA	24	0					24	48		50.00%		3
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	unité	CRA	24	0				0.00%	24	12		200.00%		3
	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0	0				0.00%	0	96		0.00%		3
	Cadre technicien	h/an	CRA	18	24	24	24	18	75.00%	84	192		43.75%		3
	Chauffeur	h/an	CRA	4	12	12	12	9	75.00%	37	96		38.54%		3
	Inter coopération entre CRA														
	Nombre de session d'inter coopération entre CRA	session	CRA	0	0					0	24		0.00%		3
	Renforcement, administration et finance														
	Gestionnaire	personne	BN/CRA	0	4	4	4	4	100.00%	12	24		50.00%		3
	Contrôleur de gestion	personne	BN/CRA	0	1	1	1	1	100.00%	3	8		37.50%		3
	Appui en gestion Marché	personne	BN/CRA	0	0					0	8		0.00%		3
	Nombre de licence Licence Tompro acquis	unité	BN/CRA	0	4					4	4		100.00%		3
	Assistance et paramétrage	forfait	Bn/cra	0	1					1	8		12.50%		3
	Nombre de formation recyclage/comptable	forfait	BN/CRA	0	1					1	8		12.50%		3

							PTBA 2018								
Sous-comp.	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	Prévu	Réalisé	Proportion (%)	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classification
	Nombre de formation recyclage/élus/cadres	forfait	BN/CRA	0						0	24		0.00%		3
	Nombre d'Etude (manuel procédure)	forfait	BN/CRA	1	1					2	8		25.00%		3
	Nombre d'Equipement informatique	unité	BN/CRA	2						2	16		12.50%		3
	Matériel et mobilier	unité	BN/CRA	3						3	4		75.00%		3
	Nombre d'audit réalisé	audit	BN/CRA	0	1	1	1	1	100.00%	3	8	8	37.50%	37.50%	3
SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIRECTIONS REGIONALES (D	Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	unité	DR	9	0					9	36	9	25.00%	100.00%	3
	Nombre de motos acquis	unité	DR	0	36					36	72	72	50.00%	50.00%	3
	Nombre de poste informatiques acquis	unité	DR	0	9					9	36		25.00%		3
	Matériel mobilier de bureau (communication)	unité	DR	0	9					9	18		50.00%		3
	Nombre de contrat de formation /recyclage	contrat	DR	0	0					0	8		0.00%		3
	Nombre d'opération	forfait	DR	0	9					9	18		50.00%		3
COMPOSANTE IV.-GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATION															
GESTION ET ADMINISTRATION DU PROJET	Personnel UGP														
	Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	h/mois	UGP	12	12	12	12	9	75.00%	45	96		46.88%		3
	Nombre de mois de prise en charge du RAF	h/mois	UGP	12	12	12	12	9	75.00%	45	96		46.88%		3
	Nombre de mois de prise en charge des comptables	h/mois	UGP	17	24	24	24	18	75.00%	83	UGP				3
	Nombre de mois de prise en charge des assistantes	h/mois	UGP	18	24	24	24	18	75.00%	84	UGP				3
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	24	24	24	18	75.00%	74	UGP				3
	Nombre de mois de prise en charge du RSE	h/mois	UGP	12	12	12	12	9	75.00%	45	UGP				3
	Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	h/mois	UGP	0	7	12	12	9	75.00%	28	96		29.17%		3
SUIVI-EVALUATION	Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	Forfait	UGP	1	0					1	2		50.00%		3

	Indicateur	unité	service	Réal PTBA 2015	Réalisé PTBA 2016	Réalisé PTBA 2017	PTBA 2018			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluat ion	Objectif revu à la RMP**	Taux global par rapport a la préévaluation	Taux global par rapport a la RMP	Classificat ion
Sous-comp.							Prévu	Réalisé	Proportion (%)						
	Nombre d'enquête SYGRI réalisé	Forfait	UGP	1	0					1	3		33.33%		3
	Nombre d'enquête thématique réalisée	Forfait	UGP	0	0		1	1	100.00%	1	16		6.25%		3
	Nombre de base de données développée	Forfait	UGP	0	1					1	1		100.00%		3
	Maintenance base de données	forfait	UGP	0	0					0	8		0.00%		3

55.89%

**Cible FEM non révisé par la RMP

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Document Date: 20/12/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4926-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 3: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date buttoir de l'action/objectif	Niveau Execution/date	Observations
Section 4.02	L'UGP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement déposé un montant initial équivalant a 149 000	Entree en vigueur	execute	
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l 'avance	Entree en vigueur	execute	
Section 4.03	La passation des marches de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée a l 'annexe 3	continu	execute	
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	continu	execute	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présente au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	execute	Rapport d'audit 2017 transmis le 19 juin 2018 au FIDA.
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentes au FIDA sur une base trimestrielle	trimestriellement	execute	
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 45 jours avant le début de l'année	annuellement	execute	Le PTBA est en cours de validation
Section 8.04	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectue par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Exécuté	La revue a eu lieu en 2018 (du 28 mai au 15 juin 2018)
Section 11.02	Remboursement des fonds utilises pour payer des impôts excessifs	continu	execute	Pas d'observation particulière

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Appendix 4: Technical background analysis

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Document Date: 20/12/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4926-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Projet Neer Tamba

Supervision Novembre 2018

Appendice 4: Documents techniques

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA RMP

N°	Action	Responsabilité	Echéance	Etat de mise en œuvre
1	Soumettre à la NO du FIDA la version amendée du manuel d'exécution du Projet conformément aux réorientations stratégiques de la RMP.	UGP, CRA	sept-18	Réalisé : Premier draft du manuel disponible, en voie d'être soumis au FIDA pour ANO
2	Concentrer tous les appuis autour des aménagements présents dans les communes vulnérables identifiées par la stratégie de ciblage et ce jusqu'à la fin du Projet.	RSE, RCA, RCEA, CRA	Immédiat et continu	Réalisé à travers les sessions CAP au cours desquels l'outil cartographique a été utilisé pour une répartition spatiale des aménagements dans les communes vulnérables
3	Systématiser la désagrégation des données (homme, femme, jeune) sur les bénéficiaires.	RSE	sept-18	Réalisé : Les fiches de collecte de données ont été élaborées pour prendre en compte ce type de désagrégation, aussi les premières données collectées prennent en compte cette dimension
4	Finaliser la stratégie de désengagement dans l'esprit de fournir aux acteurs un guide pratique et un plan d'actions complet sur les étapes du désengagement selon les pistes indiquées ci-dessus.	UGP	juil-18	Réalisé : Stratégie de désengagement validée et finalisée en voie d'être transmise au FIDA pour l'ANO
5	Maintenir l'entière responsabilité de l'UGP sous le même Sous-Programme du PNSR.	MAAH	Continu	Réalisée
6	Maintenir le principe du pilotage comprenant des représentants de la profession agricole et de la société civile en mettant en place un comité d'orientation du Projet qui examinera et validera les PTBA avant leur examen au Comité de revue Sous-programme PDDHA	MAAH	juil-18	Réalisé
7	Collecter les fiches de clôture disponibles et faire une analyse de performance des MP.	RSE, RCEA	oct-18	En cours : 147 Fiches de clôture de micro-projet des régions du Nord et de l'Est ont été collectées et sont en cours de traitement
8	Réaliser et valider l'étude de référence sur les ressources forestières et les intrants agricoles du projet FEM.	RSEnv/ONDD	août-18	En cours : rapport provisoire de l'étude est disponible
9	Réaliser les formations sur EX-ACT.	RSEnv/ONDD	sept-18	Réalisée du 18 au 28 juillet 2018
10	Diligenter le renouvellement des contrats du Coordonnateur et du RAF.	MAAH/MINEFID	juin-18	Réalisé
11	Apurer les différents chèques en suspens.	RAF/Comptable	juin-18	Réalisé cas du Nord et de l'Est)
12	Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.	RAF/Comptable	Continu	Réalisé en continu
13	Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.	Coordonnateur/RAF	Continu	Réalisé en continu

14	S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.	RAF/Comptable	Continu	Réalisé
15	Apposer sur toutes les pièces justificatives à transmettre au Projet un cachet intitulé "Pièces du Projet Neer-Tamba".	CRA	07/2018 et Continu	Réalisé
16	Mettre à jour le module immobilisations de TOM2PRO au niveau de l'UGP et des CRA.	RAF	juil-18	Réalisé
17	Amender les TDR de l'auditeur pour les exercices à venir afin qu'ils tiennent compte des nouvelles dispositions en matière d'audit émis par le FIDA.	RAF/Comptable	Immédiat	En cours pour l'audit 2018
18	Ouvrir un registre de l'employeur au sein du Projet.	RAF/Comptable	juil-18	Réalisé
19	Evaluer la contribution en nature des bénéficiaires à l'échelle de tout le Projet.	RCA, RCEA, RAF	déc-18	En cours de réalisation
20	Planifier des séances de renforcement de capacités du spécialiste en passation des marchés, des différents responsables de cellules et certains cadres des CRA dans les procédures de passation de marchés.	Coordonnateur/RAF	Continu	En cours: Prestataire en cours de recrutement

RECOMMANDATIONS DU COPIL DU 25 MAI 2018

N°	Action	Responsabilité	Echéance	Etat de mise en œuvre
1	Désagréger des données du bilan et de la programmation par région	UGP		Réalisée: Les différentes données sont désagrégées par région
2	Promouvoir l'irrigation goutte à goutte	UGP		Réalisée: Des sites pilotes ont été réalisés dans la région du NORD, Aussi un protocole a été signé avec APESI pour la mise à l'échelle de la technologie pour 2019
3	Mettre un accent particulier sur la capitalisation des bonnes pratiques et sa diffusion auprès des autres partenaires.	UGP		Réalisée: Un consultant a été recruté pour accompagner le projet dans la mise en de la capitalisation des bonnes pratiques et de la gestion des savoirs, une session de renforcement des capacités a été réalisée et le processus de collecte de données pour capitaliser sur deux thématiques a démarré

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Burkina Faso	Identification du prêt/ don: I-DSF-8111-BF du 04/02/2013 I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 I-DSF-895-BF du 07/04/2014 20000001662 du 03/04/2017
Nom du projet: Neer Tamba	
Organisme d'exécution:	CPM: Abdoul Wahab BARRY
Responsable financier chargé de l'examen : Mr YODA/ Spécialiste en gestion financière: Mr BA	Date de l'examen: 28/11/2018

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Tous les postes de travail sont pourvus.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les descriptions des fonctions sont clairement définies dans le manuel qui est en révision.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Le personnel de gestion financière est en nombre cependant la charge de travail n'est pas équitablement partagée entre les 3 comptables du projet.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel d'utilisation est disponible
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Tous le personnel est évalué annuellement sur la base des performances réalisé sur le PTBA
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Tout le personnel dispose d'une couverture d'assurance maladie
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Des posters sur la corruption sont toujours en cours de préparation pour être affiché dans tous les bureaux.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	Le PTBA 2019 est en cours de validation
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA est élaboré en tenant compte des catégories de dépenses contenues dans les accords
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Le plan comptable analytique est en phase avec le PTBA
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le Plan de passation des marchés est élaboré sur la base des activités programmées dans le PTBA.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Les décaissements sont élaborés régulièrement
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	L'Etat paie régulièrement sa contribution, cependant la mobilisation des fonds se fait avec souvent du retard.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	N/A	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Les allocations autorisées arrivent correctement dans nos comptes
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	M	Les méthodes de décaissement utilisées sont adéquates avec celles prévues dans les documents du Projet. Les décaissements par le compte désigné représentent 65% environ contre 35% par paiement direct; ce qui accroît les risques sur les dépenses effectuées sur le compte spécial.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Les supports documentaires joints aux états de dépenses, aux décaissements, paiements directs sont conformes..
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Les DRF sont préparées à temps et sont exactes.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Les DRF sont établies en tenant comptes des dispositions du manuel de décaissement du FIDA
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Il n'existe de cas anciens. Cependant la mission a noté des insuffisances dans la justification des dépenses
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les rapprochements bancaires sont mensuellement, signés et classés dans un chrono.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	F	
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	M	Le personnel financier est en nombre et la séparation des tâches est respectée comme décrite dans le manuel. La saisie directe des imputations comptables est à la base de beaucoup d'erreurs d'imputation
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	M	Le manuel de gestion financière décrit tous les processus de décision ainsi que la séquence des événements pour les fonctions de contrôle. Cependant les contrôles ne sont pas efficaces puisque non matérialisés.
c.	Respect du manuel financier	F	Le manuel est suivi et respecté par les différents utilisateurs
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	M	
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Tous les contrats sont enregistrés et le registre des contrats est à jour.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	Les contrôles ne sont pas efficaces car les justificatifs de dépenses ne sont pas complets (TDR, rapport, ordres de mission...)
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	M	Les BL et des PV de réceptions existent dans les liasses des pièces. Cependant, une amélioration de la qualité des

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
			pièces justificatives, surtout dans les CRA qui gèrent les fonds de plusieurs bailleurs à la fois.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	La caisse est arrêtée mensuellement et des PV de caisse établis à cet effet sont disponibles.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Un coffre-fort existe pour la conservation de l'argent
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	M	
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Retards dans les justifications des avances de fonds.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	La gestion financière est en conformité avec les clauses des conventions de financement et la lettre à l'emprunteur.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	M	Le registre des immobilisations et les PV d'inventaire sont à jour de manière extra-comptable
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Le matériel roulant est assuré,
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Les listes de présence sont disponibles, les états de paiement des perdiems aux participants sont disponibles ainsi que les reçus pour les dépenses des ateliers.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	M	Les différents contrôles nécessaires sont effectués mais ne sont pas matérialisés.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les rapprochements bancaires sont régulièrement établis
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Assistance externe

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'exercice et les normes comptables sont conformes aux exigences du FIDA .(cf :rapport d'audit)
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	La comptabilité est informatisée sur le logiciel Tom²Pro et tous les états financiers ainsi que les DRF sont directement tirés sur ce logiciel.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Les documents sont classés dans des chronos et rangés dans des armoires.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Les inventaires sont régulièrement effectués et les rapprochements entre le théorique et le physique.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Toutes la documentation ainsi que les différents schémas d'écritures et de sauvegarde sont consignés dans le manuel de procédures du Projet.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour et les rapprochements et les différents contrôles sont effectués.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La comptabilité est à jour et prend en compte toutes les natures de contributions (exonération TVA, contributions en nature et en espèces des bénéficiaires) à l'exception des contributions des bénéficiaires en nature
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Les rapports trimestriels et semestriels indiquent le pourcentage d'exécution du PTBA, cependant l'analyse des écarts et leur explication n'est pas réalisée
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Sur 11 recommandations 9 ont été mise en œuvre
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Contrôleur interne nommé par le Ministère des Finances
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	M	Absence d'un guide d'audit interne.
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	M	Absence de statistiques sur le nombre ou la valeur des dépenses vérifiées
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	
b.	Respect des termes de référence	F	L'audit est fait conformément au TDR. Cependant, il faut amender les TDR de l'auditeur pour les exercices à venir afin qu'ils tiennent compte des nouvelles dispositions en matière d'audit émis par le FIDA.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport d'audit a été transmis dans les délais
d.	Qualité de l'audit	F	
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Un plan d'action est mis en place qui a permis de mettre en œuvre les recommandations de l'audit.

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision¹

Projet #___NEER TAMBA_____

Organisme d'exécution: UGP Neer Tamba

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	M	(i) Mettre en place les fiches d'imputation comptables et les fiches de contrôle par type de dépenses (ateliers, protocoles, convention..) (ii) mutualiser les travaux comptables pour une bonne utilisation des moyens humains disponibles entre les 3 comptables afin d'assurer un meilleur contrôle interne
2. Budget	M	Fiabiliser le suivi budgétaire dans TOM2PRO (i) alignement du plan comptable analytique avec le PTBA, (ii) suivi mensuel du budget par le responsable de chaque composante, le RAF et le Coordo, (iii) analyse des dépassements budgétaires
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Respecter la périodicité d'élaboration des DRF dès que le seuil minimal est atteint.
4. Contrôles internes	E	(i) Mettre à jour le manuel des procédures avec la prise en compte des recommandations de la mission. (ii) Matérialiser les contrôles effectués à tous les niveaux (CRA, CNA et UGP).
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Analyser les comptes d'attente et de virement interne mensuellement
6. Rapports et suivi	F	RAS
7. Audit interne	M	
8. Audit externe	F	Audit globalement satisfaisant
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires. Risque globalement moyen notamment dans (i) le contrôle des justificatifs de dépenses faites par les structures techniques décentralisées (STD) et les CRA et BNA dans l'exécution d'ateliers ; et (ii) le suivi et le contrôle budgétaire. Il a été rappelé aux responsables de l'UGP que le manquement dans le contrôle et la qualité des justificatifs des dépenses donnera lieu à un rejet des dites dépenses qui seront demandées en remboursement.

Il y'a lieu de relever que plus de 65% des décaissement sur les financements FIDA sont effectués à travers le compte spécial, par conséquent une importance doit être donnée lors des prochaines supervisions à la vérification des DRF.

¹ Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Supervision Report

Appendix 5: Mission preparation and planning, TORs, schedules, people met

Mission Dates: 19 au 30 novembre 2018

Document Date: 20/12/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4926-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Projet Neer-Tamba
Supervision Novembre 2018
Appendice 5 TDR et personnes rencontrées

**Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural
du Nord, Centre-Nord et Est (dit Projet « Neer-Tamba »)**
Mission de supervision novembre 2018 – Termes de Mandat

Données de base du projet

Coût total:	117,81 millions de \$EU
Prêt FIDA 895:	14,49 millions de \$EU
Don FIDA 8111:	51,16 millions de \$EU
Don FIDA 8111 A:	14,49 millions de \$EU
Don FEM/PAI:	7,27 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur:	24,10 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires:	5,20 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur/FEM/PAI:	1,00 million de \$EU
Contribution des bénéficiaires /FEM/PAI:	0,10 million de \$EU

	Don 8111	Prêt 895	Don 8111A	Don 200000166200
Date d'approbation :	13/12/2012	10/04/2013	10/04/2013	03/10/2016
Date de signature:	04/02/2013	07/04/2014	07/04/2014	03/04/2017
Date d'entrée en vigueur:	30/08/2013	21/07/2014	21/07/2014	03/04/2017
Date d'achèvement :	30/09/2021	30/09/2022	30/09/2022	30/06/2022
Date de clôture :	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2023	31/12/2022
Taux de décaissement¹	32,60%	33,28%	33,28%	13,61%

I. Contexte

Le Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (dit Projet « Neer-Tamba ») a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en deux temps : le premier financement, sous forme de don et d'un montant de 51,16 millions d'USD, le 13/12/2012 et le deuxième financement, sous forme de don et de prêt, d'un montant de 14,49 millions d'USD chacun. La contribution du Gouvernement au Projet Neer-Tamba est de 24,10 millions d'USD et celle des bénéficiaires de 5,2 millions d'USD.

Le premier don a été ratifié en juillet 2013 et est entré en vigueur le 30/08/2013. Le deuxième financement a été ratifié en juillet 2014 et est entré en vigueur le 21/07/2014. Les conditions de premier décaissement des deux financements ont été remplies en septembre 2014 et le premier décaissement a eu lieu en octobre 2014, presque deux ans après l'approbation du Projet par le Conseil d'Administration du FIDA.

Un financement additionnel du Fond Mondial pour l'Environnement a été acquis suite la signature de l'accord de financement intervenue en avril 2017. Ce financement d'un montant de 7,3 millions de USD vient renforcer pour une durée de 5 ans (2017-2021) le Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (dit Projet Neer-Tamba) pour contribuer à la mise à l'échelle des bonnes pratiques.

Sur la base de ce qui précède, l'année 2015 a été la première année de mise en œuvre du projet, une année d'opérationnalisation de l'Unité de Gestion du Projet. Cette année a été essentiellement consacrée aux ateliers d'informations et de sensibilisation sur le Projet, au

¹ Hors dépôt initial au 22 octobre 2018

recrutement du personnel complémentaire, à l'acquisition du matériel informatique et de la logistique, à l'élaboration des différents manuels et documents de stratégie.

Aussi, une formation technique de tous les cadres du Projet et de ses partenaires a eu lieu à Kaya les 14-16 avril 2015. Cette formation comprenait les sujets suivants : i) relecture du document de conception du Projet, ii) procédures du FIDA, y compris les procédures de gestion financière et de passation des marchés, et iii) suivi et évaluation, y compris le SYGRI. Une formation spécifique sur les innovations paysannes «AGRINOVIA» a eu lieu, toujours à Kaya, les 17-18 avril 2015. Le PTBA a reçu un avis de non-objection conditionnel le 7 mai 2015.

L'atelier de lancement officiel du Projet a eu lieu à Yako le 4 juin 2015. Il a été associé avec le lancement de la campagne agricole 2015 et présidé par le Premier Ministre.

L'année 2016 a été de facto la seconde année effective de mise en œuvre des activités du Projet, en dehors d'un retard consommé de près de deux ans. C'est dans ce contexte que la première mission de supervision du Projet Neer-Tamba, mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a été réalisée au Burkina Faso du 1^{er} au 10 février 2016. La mission avait constaté que le Projet n'avait effectivement démarré ses activités qu'en 2015 avec certains de ses volets/instruments ne pouvant être mis en œuvre qu'à partir de 2016.

En outre, la mission avait noté que les taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) de 2015 étaient de 69% et de 63%, avec un taux de décaissement global, au 31/01/2016, respectivement de 4,20% et 4,15% sur le prêt 895 / don 8111 A et sur le don 8111, y compris de dépôt initial. Aussi, a-t-elle noté que quelques volets du Projet avaient connu des retards essentiellement liés à la difficulté des acteurs publics à s'approprier la stratégie et les instruments du Projet. Par conséquent, la mission avait logiquement recommandé d'accélérer la vitesse de mise en œuvre du Projet.

La seconde mission de supervision du Projet est intervenue du 17 octobre au 02 novembre 2016. La mission avait noté qu'au 30/09/2016, les taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2016 étaient relativement faibles, avec respectivement 43,67% et 30%, qui étaient tributaires notamment de tensions de trésorerie et de lenteurs de passation de marchés. Au 30/08/2016, le cumul des réalisations financières globales du Projet (FIDA et Etat) était de 5,70% après 3 ans d'exécution.

Outre les recommandations qui s'appliquaient, la mission a établi qu'au regard de l'évolution des performances du Projet durant le premier trimestre de l'année 2017, la revue à mi-parcours, initialement prévue pour 2018, pourrait être anticipée en 2017, en vue de prendre des décisions stratégiques et recadrer le Projet pour lui permettre d'atteindre les résultats escomptés.

La troisième mission de supervision du Projet s'est déroulée du 13 au 28 mars 2017. La mission avait noté que le taux d'exécution physique global du PTBA de l'année était honorable avec au 31/12/2016, des taux d'exécution physique et financière du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2016 révisé respectivement de 72,89% et 85,00%, bien que le Projet ait été confronté à des difficultés exogènes qui n'ont pas permis de réaliser toutes les activités programmées. Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA et Etat) au 28/02/2017 est estimé à un taux d'exécution financière global de 8,67% après 4 ans d'exécution, avec des décaissements du financement du FIDA respectivement de 10,43% sur le Don Initial et 7,91% sur le Prêt/Don complémentaire. Outre les recommandations qui s'appliquaient sur notamment l'approche filière, la stratégie de ciblage, la passation des marchés et les fonds de contrepartie, la mission a établi d'envisager la revue à mi-parcours pour 2018, en vue de permettre au Projet de disposer du temps

nécessaire pour atteindre sa vitesse de croisière et délivrer.

La quatrième mission de supervision s'est déroulée du 13 au 24 novembre 2017. La mission a noté une accélération de la cadence de mise en œuvre avec des taux d'exécution physique et financière fort appréciables au 31/12/2017 (respectivement de 90,72% et de 96,19%). Malgré ces bons résultats laissant augurer une accélération du rythme de mise en œuvre, le taux de décaissement global à l'échelle du Projet qui est d'approximativement 19% reste faible.

La mission a également formulé des recommandations notamment celles relatives à la nécessité de cerner les effets du Projet et la nécessité de poursuivre le ciblage des bénéficiaires. Les résultats sur les effets du Projet devant servir à alimenter les échanges lors de la revue à mi-parcours déroulée du 28 mai au 15 juin 2018. La revue à mi-parcours (RMP) a permis de confirmer l'amélioration significative des performances du Neer-Tamba observée lors de la dernière mission de supervision de novembre 2017. Cependant, à la moitié de la durée de vie du Projet, les performances à l'échelle du Projet restaient en deçà des attentes avec 35% d'exécution physique et 23,8% de taux de décaissement (tout financement confondu) au 30/04/2018.

La Mission de RMP estimait cependant que le montage institutionnel complexe et la multiplicité des intervenants freinaient une mise en œuvre prompte et bien coordonnée des activités, leur bon suivi et la mesure correcte des résultats et des effets obtenus. Pour améliorer l'efficacité du Projet, il a été nécessaire: (i) de recentrer les interventions du Projet sur les activités qui offrent le plus fort potentiel en matière d'amélioration et de sécurisation de la base productive des ménages; et (ii) de simplifier le dispositif d'intervention du Projet en réduisant la longueur des chaînes d'intervention et en améliorant le retour d'informations sur les résultats et effets du Projet.

La mission de RMP a donc recommandé un certain nombre de changements stratégiques à savoir:

- Renforcer les activités d'aménagements des terres et de mobilisation de l'eau, considérées comme porte d'entrée. Tous les travaux d'aménagements devront être achevés au plus tard en 2020 pour permettre un accompagnement dans la mise en valeur pendant au moins 2 ans avant la fin du Projet.
- Apporter un appui plus soutenu à la bonne mise en valeur des terres aménagées par un appui systématique en intrants en première année d'exploitation et un accompagnement pour tous les exploitants des sites aménagés. Cette systématisation permettra de simplifier le dispositif d'intervention.
- Ne pas étendre le programme de micro-projets qui a largement atteint son objectif physique et recentrer les ressources sur la fourniture d'intrants à tous les producteurs des aménagements réalisés.
- Concentrer les activités de formation des adultes sur l'alphabétisation fonctionnelle selon la formule enchaînée (90 jours), qui inclura des thématiques de nutrition, d'hygiène, santé civisme et interrompre les autres activités de formation plus dispersées d'ici la fin 2019.

II. Description du projet

La zone du Projet est constituée des trois régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. La population cible du Projet (estimée à 190 000 ménages, soit environ 1 250 000 personnes) sera constituée des ménages ruraux touchés par la pauvreté et par l'insécurité alimentaire, soit un peu plus de la moitié (53,4%) des ménages de la zone du Projet (46% pour le Nord, 38% pour le Centre-Nord et 31% pour l'Est). Le groupe cible sera constitué d'environ 40 000 ménages (dont un tiers au moins de jeunes ménages) qui bénéficieront directement d'un ou plusieurs appuis du Projet. Le nombre de femmes qui accéderont directement, à titre personnel, à un ou plusieurs appuis du Projet est estimé à au moins 30 000.

La **stratégie de ciblage** du Projet combinera les ciblage suivants : i) géographique, ii) par les activités et les approches du Projet, iii) sur les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, iv) intracommunautaire. Le ciblage géographique sera précisé, au sein de chaque région, de manière à focaliser en priorité les appuis du projet sur les provinces ou les zones les plus vulnérables. Il sera affiné, lorsque cela sera pertinent, à l'échelle de villages ou de grappes de villages. Pour chaque activité appuyée par le Projet, des règles spécifiques de ciblage (critères d'orientation ou de décision, quotas, etc.) sur les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, seront définies. Elles devront être mises en œuvre par les instances chargées des décisions d'appui (Comités Provinciaux de Sélection-CPS, Comité d'Approbation Provincial-CAP, Unité de Gestion du Projet-UGP et Cellules Techniques-CT) ainsi que par les partenaires chargés de la mise en œuvre. Il sera demandé aux Comités Villageois de Développement (CVD) et Organisations Paysannes (OP) qui solliciteront des appuis du Projet, de réaliser en leur sein un ciblage «intracommunautaire» sur leurs membres les plus vulnérables (notamment femmes et jeunes).

Les principaux axes de la **stratégie genre** du Projet seront : i) d'accroître les possibilités d'accès des femmes non seulement aux activités appuyées par le Projet (aménagements de bas-fonds, maraîchage, PFNL, etc.), mais aussi à l'ensemble des opportunités et responsabilités au sein des CRA et de leurs démembrements, à l'échelle locale et régionale, ii) d'améliorer la connaissance et la mise en pratique des droits fondamentaux des femmes, par les femmes elles-mêmes, mais aussi par les autres acteurs, iii) de permettre une évolution harmonieuse et équitable des rapports entre genres et de la division des tâches et des responsabilités au sein des ménages et des communautés. Dans toutes les actions du Projet, des mesures spécifiques seront définies pour permettre une participation, et un accès équitable des femmes, aux appuis. Des activités visant plus spécifiquement les femmes (thèmes techniques, alphabétisation, Information/Education/Communication-IEC) sont prévues. En outre, pour contribuer à l'amélioration de l'équilibre et la cohésion des structures familiales, le Projet rendra accessible aux jeunes hommes plus d'opportunités pour se fixer localement.

L'objectif général du Projet est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Son objectif spécifique est d'appuyer les populations cibles à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable. Pour cela le Projet interviendra sur : i) l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques, ii) l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante pour leur permettre, au sein de leur milieu rural de résidence, de se projeter mieux vers l'avenir, iii) la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à cette prise d'autonomie, dont les populations cibles seront des acteurs/partenaires à part entière.

Le Projet est organisé en **trois composantes techniques** :

(i) de petits aménagements fonciers à l'échelle villageoise (ou d'une grappe de villages) visant essentiellement à améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques, mais aussi à contribuer, à créer ou renforcer leur autonomie financière. Cette composante est la plus importante en termes de budget,

(ii) des appuis à la diffusion de bonnes pratiques et à des initiatives et innovations locales susceptibles d'améliorer durablement l'autonomie économique des populations cibles (sans remettre en cause leur résilience et chaque fois que possible en la renforçant),

(iii) des appuis à la structuration des acteurs (en particulier populations cible) et à leur mise en réseau.

Composante 1 : Petits aménagements fonciers villageois

L'objectif de la composante 1, la plus importante en termes budgétaires, est l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques.

Elle appuiera la réalisation :

- i. d'aménagement de petits bas-fonds permettant une maîtrise partielle de l'eau (village ou grappe de village), essentiellement destinée à la production de riz. Il s'agira d'aménagements de types Projet Riz Pluvial (PRP-Taiwan), ou Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR-Union Européenne) selon les résultats du diagnostic préalable à l'aménagement,
- ii. d'aménagement de petits périmètres maraîchers villageois autour de points d'eau ou de puits maraîchers,
- iii. d'aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS telles que les «zaï», les demi-lunes, les cordons pierreux, les digues filtrantes, etc.,
- iv. de récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques.

Le Projet se concentrera sur des aménagements d'une superficie comprise entre 5 et 50 ha. A l'issue de la revue à mi-parcours, il est envisagé d'aménager et de valoriser 6284 ha de bas-fonds irrigués, 496 ha de maraîchage, 27883 ha de CES-DRS, 11500 ha de terres récupérées/régénérées et 6505 ha de bassins versants protégées (FEM), ce qui permettra de rendre accessibles des terres de bas-fonds à environ 24 000 ménages.

Les appuis du Projet sont priorisés en fonction de la qualité du ciblage (ménages vulnérables, femmes, jeunes ménages) proposé par les utilisateurs potentiels de chaque site. En particulier, dans chaque contexte, des quotas minimaux seront définis pour les femmes et les jeunes.

Le maraîchage étant une des filières de concentration pour les régions Nord et du Centre-Nord, le Projet appuiera, dans ces bassins de production, non seulement des périmètres tournés vers l'autoconsommation et le marché local, mais aussi des sites plus tournés vers les marchés urbains ou régionaux. Il est envisagé d'appuyer le développement d'environ 600 ha de nouveaux périmètres qui devraient permettre à environ 12 000 nouveaux ménages de pratiquer cette activité. Le maraîchage tourné vers le marché local est une activité reconnue comme essentiellement féminine. Pour les zones à vocation commerciale plus clairement définie, une attention particulière sera apportée à garantir l'accès équitable des femmes aux appuis du Projet. Le Projet pourra également appuyer l'amélioration de périmètres existant et satisfaisant aux stratégies de ciblage et/ou de genre.

Du fait de l'importance déterminante de la sécurisation foncière, des actions sur ce thème seront intégrées à l'ensemble des sous-composantes. La stratégie du Projet en matière de foncier repose sur : i) un principe général de sécurisation des droits des utilisateurs issus des populations cibles, et ii) une approche volontariste pour faciliter l'accès de ceux-ci aux parcelles aménagées. La cohérence avec ces deux principes sera requise pour que le Projet finance une initiative d'aménagement. Dans ce cadre, le Projet appuiera : i) la diffusion et explication/vulgarisation, sous l'orientation méthodologique de la Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR), des textes juridiques et administratifs auprès des acteurs clés du Projet ; ii) des appuis en matière de foncier aux promoteurs des aménagements fonciers soutenus par le Projet ; iii) la mise en place de Commissions Foncières Villageoises dans les villages où ces aménagements seront réalisés, iv) la participation des acteurs du Projet à l'Observatoire de l'Evolution des Pratiques Sociales en Matière de Foncier. Ces appuis viendront compléter et s'articuler sur ceux fournis par d'autres intervenants (PNGT 3, MCA, par exemple) qui interviendront, eux, de façon complémentaire, par le canal des municipalités.

Composante 2: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

Aussi bien sur les surfaces aménagées ou récupérées avec l'appui du Projet dans le cadre de sa première composante que sur celles déjà exploitées, l'objectif de cette seconde composante sera de promouvoir une intensification, une diversification des activités agricoles et de l'élevage et une valorisation des productions agro-sylvo-pastorales

«vertueuses» en terme d'environnement et de reconstitution et gestion durables des ressources naturelles. Ce processus sera basé sur de petites exploitations familiales viables économiquement, diversifiées et capables de créer les fondations d'un tissu socio-économique rural équilibré et capable de fixer durablement les populations. Un certain nombre de thèmes d'intensification prioritaires viseront, en outre, en priorité les femmes (maraîchage, aviculture, embouche de petits ruminants et valorisation des PFNL, etc.) et les jeunes (tubercules, traction animale, lutte phyto-sanitaire, santé animale, gestion et valorisation des ressources fourragères, entretien d'équipements ou d'ouvrages ou prestation de services aux activités agricoles, de l'élevage ou liées à la valorisation durable des ressources naturelles).

Les activités de cette composante s'inscriront en synergie et en complément des interventions des autres Projets intervenant dans les trois régions de la zone du Projet, en particulier : PAPSA, PAFASP (BM), PADAB II et PCEMR (Coopération Danoise), PASPRU et PROFIL (FIDA). Ces Projets et Programmes étant basés essentiellement sur une approche filière, et donc prenant en charge des appuis sur les activités post-production et commercialisation, la démarche du Projet se concentrera sur l'inclusion des populations cibles au sein de ces filières. La démarche proposée est axée sur : i) l'appui aux processus de diffusion des technologies, d'innovation et de recherche-développement menés sur les différents thèmes visés, et ii) la mise à l'échelle à partir d'expériences pertinentes déjà menées dans la zone ou à proximité (notamment par les Projets PDRD et PICOFA).

Elle comprendra deux sous-composantes : i) renforcement de l'offre de services d'appui-conseil ; et ii) appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles.

Composante 3 : Structuration des acteurs et mise en réseau

Cette composante comprendra trois sous-composantes : i) renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et élus municipaux (via l'alphabétisation fonctionnelle, le déploiement d'une stratégie «Information/Education/Communication-IEC» et des appuis aux organisations rurales), ii) appui institutionnel aux CRA, et iii) appui institutionnel aux Directions Régionales (DR).

Le renforcement des capacités des populations cibles et des organisations rurales comprendra : i) des actions d'alphabétisation fonctionnelle, ii) le déploiement d'une stratégie IEC, iii) des appuis aux organisations rurales.

Plus spécifiquement, l'appui institutionnel aux CRA visera : i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet, ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA ; iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA.

Le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du Projet sera complémentaire aux appuis en cours et envisagés de la Banque Mondiale et de la Coopération Danoise pour répondre aux attentes du Gouvernement. L'approche du Projet capitalisera en particulier l'expérience acquise dans la région Est dans le cadre du PADAB II (Coopération Danoise) la prolongera et la diffusera aux deux autres régions (et au Bureau National BN/CRA). L'appui du Projet portera en particulier sur les fonctions statutaires des CRA : i) de formation et communication (interne et externe) et d'appui à l'organisation des producteurs et ii) de programmation, planification, organisation et mise en œuvre des services rendus par les CRA à leurs membres et suivi-évaluation.

Le Projet appuiera les CRA à étendre leurs activités à l'échelle provinciale (12 provinces) par la mise en place, au niveau de chaque province, d'un binôme d'animateurs (une femme et un homme) dotés de la logistique nécessaire ; ces binômes seront chargés de servir de relais à la CRA pour l'ensemble de ses activités à l'échelle de la province (et donc en particulier de celles appuyées dans le cadre du projet). Afin d'inciter les CRA à développer des collaborations avec les autres CRA, le Projet dotera chacune des trois CRA de la zone

d'intervention d'un budget utilisable seulement pour des actions menées en partenariat avec d'autres CRA.

L'appui institutionnel aux Directions Régionales (DR) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire, du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et du Ministère des Ressources Animales (3 pour chacune des trois régions) visera à renforcer leur capacité à assumer des fonctions «régaliennes» en relation avec les objectifs et les actions du Projet. Cet appui porte sur des équipements (y compris véhicules), des formations, des fournitures ou des prestations externes de services. Au cours de la préparation du Projet, un premier lot de fonctions a été identifié. A l'issue de la première mission de supervision du Projet, cette liste a été revue pour prendre en compte la redéfinition du rôle de l'État dans le secteur rural (y compris mécanismes de mise en œuvre du PNSR) et les autres appuis éventuels.

III. Objet de la mission de supervision

L'objet de la présente mission de supervision est d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique des activités du projet vis-à-vis des recommandations de la mission de revue à mi-parcours de mai/juin 2018. Entre autres, la mission devra: i) évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution du projet et des recommandations faites depuis la mission de revue à mi-parcours et vis-à-vis du niveau de réalisation des PTBA révisé de 2018; iii) passer en revue les aspects fiduciaires; iv) proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs et des impacts du projet, (v) préparer un aide-mémoire ainsi qu'un rapport de la mission y compris les annexes, selon le format FIDA.

IV. Mandat et composition de la mission

La mission sera dirigée par (i) M. Samir Bejaoui, Chargé de Programme et Chef de mission, chargé d'appui à la section suivi-évaluation, ciblage et gestion des connaissances. En outre, elle comprendra les personnes suivantes: (ii) M. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique ; (iii) M. Tahirou Amza, Expert en renforcement des capacités et OPA et responsable de la composante 3 ; (iv) M. Ba Samba-Diom, Expert fiduciaire ; (v) Mme Claudia Savarese, responsable du volet valorisation et intensification agricole, Chargée de programme associée, FIDA.

Chaque membre de la mission devra contribuer à l'atteinte des objectifs globaux de la mission, ainsi que couvrir un aspect spécifique dont il/elle rédigera la partie correspondante de l'Aide-mémoire.

A titre indicatif, la répartition des tâches sera la suivante :

M. Samir Bejaoui, assurera la coordination générale de la mission. Il sera responsable des prises de contact et de la conduite des discussions avec le gouvernement et les autres partenaires. Il conduira la revue de la qualité de l'aide-mémoire et du rapport final de la mission, lequel devra satisfaire les exigences de qualité de la Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Il s'occupera en outre de la revue des capacités de gestion du projet et notamment la revue du niveau de fonctionnalité (opérationnalisation) du système de suivi évaluation. Il appréciera la qualité des indicateurs de résultats (du premier niveau), les effets (du second niveau) et d'impacts (du troisième niveau), ainsi que la qualité des indicateurs SYGRI et ORMS suivis par le Projet. Il analysera la qualité de la base de données pour capitaliser les appuis des Organisations Rurales. Plus spécifiquement, il sera responsable de la section sur le Suivi-évaluation du rapport de supervision et de la préparation des appendices de 1 à 4. Durant cette mission, une attention particulière sera portée sur la validation et la mise en œuvre de la stratégie de ciblage adaptée pour chaque région d'intervention.

M. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique, sera chargé de la coordination technique et du bon déroulement de la mission, de la cohérence des recommandations de la mission, ainsi que de la préparation et la finalisation de l'aide-mémoire et du rapport de supervision avec ses annexes, sur la base des contributions des autres membres de l'équipe. Il évaluera les progrès par rapport aux recommandations de la mission de revue à mi-parcours. En étroite collaboration avec les autres membres de l'équipe, il sera chargé de: (i) l'analyse des principaux goulots d'étranglement auxquels le Projet fait face par rapport à l'atteinte des objectifs, depuis la mission de revue à mi-parcours ; (ii) l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de désengagement du Projet. Plus spécifiquement, il sera en outre responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Introduction ; (ii) vue d'ensemble de l'exécution du Neer-Tamba ; (iii) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba ; (iv) Durabilité ; (v) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe) ; et (vi) Conclusion. Enfin, il rédigera un premier projet de la lettre de gestion.

M. Tahirou Amza, expert en renforcement des capacités et OPA et responsable de la **composante 3** portant sur la structuration des acteurs et leur mise en réseau, à travers : (i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet; ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale; iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA; iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA; v) l'appui institutionnel aux Directions Régionales. Outre l'appui aux CRA, M. Amza portera une attention toute particulière aux recommandations de la RMP portant sur la durabilité des effets du projet et le renforcement des groupements/OPA appuyés par le projet et regroupés autour des aménagements et, le cas échéant, des activités post-récoltes. Plus spécifiquement, il sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Produits et Effets (composante 3); (ii) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur sa composante) ; (iii) Durabilité (contribution sur sa composante) ; et (iv) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe).

Mme Claudia Savarese, se chargera de la revue de la **composante 2** portant sur l'intensification des petites exploitations et la valorisation de leurs productions agricoles. Elle évaluera les progrès sur (i) la réduction des pertes post-récoltes pour les petits producteurs et la valorisation des productions agro-sylvo-pastorales ; (ii) l'évolution du processus d'intensification et de diversification des activités agricoles et d'élevage ; (iii) les synergies d'action du Projet avec les interventions des autres projets et programmes de la zone du Projet ; et enfin (vi) le niveau de renforcement de l'offre de services d'appui-conseil et le dispositif en place pour le Fonds d'Appui ainsi que le niveau d'appui aux initiatives locales de développement. Plus spécifiquement, elle sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) Produits et Effets (composante 2) ; (ii) Etat d'avancement de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur sa composante) ; (iii) Durabilité (contribution sur sa composante) ; et (iv) Aspects environnementaux et autres (contribution avec les autres membres de l'équipe).

M. Ba Samba-Diom, spécialiste en gestion administrative et financière, se focalisera sur les points suivants :

i) Il concentrera son appui sur l'examen de la gestion financière et les aspects fiduciaires et comptables du projet pour les fonds du prêt et des dons FIDA, en proposant des mesures éventuelles d'amélioration des performances financières du Projet Neer-Tamba. (ii) Il évaluera la situation administrative et financière et le système de contrôle interne du projet et en particulier: (a) il analysera le système financier dans son ensemble, le système de comptabilité et des opérations administratives et comptables (gestion de la petite caisse, enregistrement des opérations, rapprochements bancaires et opérations des comptes (compte désigné et de contrepartie du projet), enregistrement des contrats et des DRF,

registre des contrats, et gestion des inventaires), (b) il vérifiera le rapprochement du Compte Désigné (ou « Compte Spécial ») pour le prêt et les deux dons; (c) il dressera l'état de décaissement du Projet par catégorie et composante; (d) il analysera et mesurera l'état d'engagement des dépenses, des paiements et des décaissements, (e) il appréciera le niveau de maîtrise et d'application par le SAF du Projet des procédures de contrôle interne et leur conformité aux dispositions du manuel de procédures, la gestion des actifs, y inclus des véhicules et de l'équipement des bureaux, la conformité du processus de passation de marchés avec les directives nationales et celles du FIDA et en général la bonne connaissance des principes de base de gestion financière (ex: séparation de tâches, application de contrôles préventives et détectives, connaissance de principes comptables); (f) il évaluera le niveau d'utilisation du logiciel de gestion, ainsi que sa maîtrise par le SAF; (g) il analysera les problèmes liés au processus de préparation et de soumission des DRF et du système et procédures de classification des documents, en vérifiant la régularité de la soumission, la tenue correcte du registre des DRF; (h) il analysera éventuellement et si nécessaire les causes de tension de trésorerie, leur fréquence, et l'impact sur la réalisation du PTBA de l'année et l'efficacité du projet, (i) il analysera un échantillon des états certifiés de dépenses (ECD) inclus dans les DRF soumises au FIDA et les pièces justificatives depuis la dernière SM (fournir obligatoirement dans une annexe de l'AM la liste des ECD vérifiés - au moins 40% suivant le format ci-joint ; (j) il vérifiera la conformité et le respect des dispositions de l'Accord de Financement, et de la Lettre à l'emprunteur; (k) il vérifiera la cohérence entre les avancées physiques et la programmation financière et budgétaire, le taux de décaissement, la mise en œuvre du plan de passation des marchés; (l) il analysera les constats et les recommandations du rapport d'audit 2017 et de la mission de revue à mi-parcours; (m) il évaluera le niveau de renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA et du BN/CRA); (iii) il contribuera à la rédaction de l'aide-mémoire et préparera un annexe sur les aspects fiduciaires et les coûts du Projet, y inclus le tableau « Financial Management Risk Assessment at Supervision ». Il préparera tous les tableaux requis faisant partis du rapport complet de supervision; et (iv) à l'issue de l'analyse, le consultant fera un nombre limité de recommandations clés nécessaires pour améliorer la performance du Projet Neer-Tamba en matière de gestion financière. Plus spécifiquement, il sera responsable des sections suivantes du rapport de supervision : (i) vue d'ensemble de l'exécution du Neer-Tamba (contribution sur les aspects fiduciaires); (ii) Aspects fiduciaires; (iii) appendice 5 : performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie ; et (iv) appendice 6 : Application des dispositions des accords de financement: états d'avancement.

V. Déroulement de la mission

La mission aura lieu du **19 au 30 novembre 2018**, avec trois jours de visites de terrain dans la région du Centre-Nord. A Ouagadougou, la mission rencontrera les responsables concernés du Ministère de l'Agriculture et de l'Aménagement Hydraulique (MAAH), le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID), les cadres de l'UGP et avec les partenaires du projet.

A la fin des rencontres, la mission préparera un aide-mémoire qui fera l'objet d'une séance de restitution en présence des principaux acteurs locaux. Elle préparera aussi le rapport de supervision avec ses annexes et un projet de lettre de gestion.

Un projet d'aide-mémoire ainsi qu'une proposition détaillée de visites de terrain préparée par l'équipe du projet en consultation avec le FIDA, devront être disponibles avant le démarrage effectif de la mission.

VI. Programme général prévisionnel de la mission

- **18 novembre:** arrivée des membres de la mission du FIDA ;
- **19 novembre:**
 - briefing de sécurité
 - visite de courtoisie aux autorités (DGEP, SG/MAAH)
 - séance de travail de la mission conjointe avec l'UGP
 - déplacement sur Kaya dans la région du Centre-Nord (dans l'après-midi)
- **20 au 22 novembre:** visites terrain dans la région du Centre-Nord ;
- **22 novembre:** retour à Ouagadougou (dans l'après-midi)
- **23 novembre :**
 - rédaction de l'Aide-Mémoire en marge des deux évènements suivants du portefeuille:
 - atelier national de clôture de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP); et
 - lancement stratégique du Projet d'Appui à la Promotion du Filières Agricoles (PAPFA).
- **24 novembre :** séance de travail de la mission conjointe avec l'UGP et rédaction de l'Aide-Mémoire ;
- **25-26 novembre:** rédaction de l'Aide-Mémoire, échanges éventuelles avec certains partenaires à Ouagadougou ;
- **27 novembre :** synthèse et soumission de l'aide-mémoire à la partie nationale pour commentaire ;
- **28 novembre :** préparation des appendices/annexes ;
- **29 novembre:** séance de restitution du projet d'aide-mémoire avec la partie nationale.
- **30 novembre:** finalisation du rapport de supervision et départ des membres de la mission du FIDA.

VII. Produits attendus de la mission

La mission livrera les produits suivants:

- Un aide-mémoire sur la base du format du FIDA.
- Le rapport de supervision et ses appendices au format du FIDA.
- Un projet de lettre de gestion (*Management Letter*) à l'attention du Ministre en charge de l'Agriculture.

VII. Documents disponibles

La liste non exhaustive de documents disponibles pour la mission se présente comme suit :

- ✓ Document de Projet
- ✓ Projet d'aide-mémoire préparé par l'équipe du Projet,
- ✓ Rapport de revue à mi-parcours,
- ✓ Manuel de procédures de gestion du Fond d'appui,
- ✓ Manuel de procédures Administratives, comptables et financière
- ✓ Protocoles avec les STD
- ✓ Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre le Ministère de l'agriculture et les Chambres régionales d'agriculture
- ✓ Rapports d'études diverses sur le Projet
- ✓ Etc.

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES LORS DES SEANCES DE TRAVAIL ET DES VISITES TERRAIN

Nom et prénom	Structure/Fonction
Ouagadougou	
Alassane Guiré	SG/MAAH
ZONGO Koudrègma	UGP Neer-Tamba/ Coordonnateur
ZOUNGRANA Mahamadi	DGEP/MINEFID/ Gestionnaire des PPD
LINGANI Sidiki	DGESS/MAAH/ Point focal
OUEDRAOGO Mariam	DGCOOP/ Agent
OUEDRAOGO Jean Philippe	DGESS/MEEVCC
YODA Auguste Raymond	UGP Neer-Tamba/ RAF
KINDO Issa	UGP Neer-Tamba /RCA
KABORE S. Simon	UGP Neer-Tamba /R Suivi Env/ FEM
OUEDRAOGO Moussa	UGP Neer-Tamba/ RSE
LOMPO Chantal	UGP Neer-Tamba /RCEA
KABORE Abdoul Salam	UGP Neer-Tamba /SPM
GNISSIEN Adama	UGP Neer-Tamba /Stagiaire
TIENDREBOGO Geneviève	UGP Neer-Tamba /Assistante Administrative
NIKIEMA Stéphane Joël	UGP Neer-Tamba/ Contrôleur Interne
SIE Orokia	UGP Neer-Tamba/ CRCMR
KARENE Soumaïla	UGP Neer-Tamba /ARSE
OUEDRAOGO/NASSA Aline	UGP Neer-Tamba /Assistante Administrative
KONE Sory	Chef SAF Chambre Nationale d'Agriculture (CNA)
KABORE Hamidou	Comptable CNA
TOU Zoumana	Conseiller technique permanent en environnement changement climatique et communication CNA
Région Centre-Nord –	
KABORE Adama	CRA/Bam
OUATTARA Moussa	SG/MAAH
BAMOGO Adama	AVAD
OUEDRAOGO Jean Philippe	DGESS/MEEVCC
OUEDRAOGO Moussa	UGP/Neer-Tamba
NABALOU Moussa Anselm	PAMO-MP
YARO Y. Yolande	PAMO-MP
ZOUNGRANA Romuald R. R.	PAMO-MP
NAGALO Babou	PAMO-MP
BASSEPE Wèpia Serge Hermann	UGP/Neer-Tamba
KOURAOGO Souleymane	Président CPS/Namentenga
OUEDRAOGO Mariam	DGCOOP
TIENDREBEOGO Zacharia	CRA/CN APD
KABORE Jean Léopold	PAMO-MP /Sanmatenga
SAWADOGO Justine	Animatrice
NIKIEMA Baonebsom	OCADES/ Animateur
ZOUBGA Rolande	OCADES /Comptable
KAGAMBEGA Ambroise	PAMO-MP /BETAT-IC
ZANGO Seni	UDGPK/ Coordonnateur
SAWADOGO Hamidou	UPPS/S /Coordonnateur
LOMPO Chantal	UGP/Neer-Tamba
DIARRA Clovis O. CO. W.	UPPS/S Comptable
OUEDRAOGO Florentin	BURED /Conseiller
SAWADOGO Youma Joanny	Chef SAF CRA/CN

BONKOUNGOU W. Claude	Comptable CRA/CN
Site périmètre de Boala	
Tiendrebeogo Zakaria	APD/ Namentenga
Zongo Romuald	PAMO Namentenga /Technicien
Maïga Boukary	Boala /Chef ZAT
Sam Achille	Zaongo /Chef UAT
Somé Armel	PAMO /Namentenga Technicien
Koamsa Mariam	COGES du PM Présidente
Sawadogo Jean-Baptiste	Propriétaire terrien
Sawadogo Kibsa	Présidente du groupement
Ouédraogo Souleymane	DPAAH/NMT
Visite IEC Bonam	
Kormodo Kayaba	Bonam/ Point focal IEC
Bilabéga Rihanata	Bonam/ Point focal IEC
Kiemnogo Moussa	Donsin /Point focal IEC
Ouédraogo Téwendé	Donsin /Point focal IEC
Kouraogo Souleymane	Namentenga /Président CPS
Bilabéga Tibnogdo	Bonam /CVD
Kargougou Hamado	Bonam/ ICP
Ima Inoussa	Donsin /Limam
Sawadogo Josiane	IEC/ Namentenga Animatrice
Tiendrebeogo Zakaria	Namentenga /APD
Ouédraogo Souleymane	DPAAH/NMT
Nom et prénoms	Fonction /Structure
Boené Salifou	Président du groupement Tim-Keita
Sawadogo Safi	Secrétaire du groupement Tim-Keita
Boené Souleymane	Président du groupement Nabonswendé
Boené Harouna	Secrétaire du groupement Nabonswendé
Zoungana Romuald	Conseil d'entreprise/ PAMO-MP/Boulsa
Zina Hervé	Animateur /PAMO-MP/Boulsa
Yebougou Larba	Animateur/ PAMO-MP/Boulsa
Batiébo Cyr Magloire	Animateur/ PAMO-MP/Boulsa
Nagalo Babou Frédéric	Chef d'équipe PAMO-MP/Boulsa
Nana Nehemie	Chef ZAT /Boulsa
Kindo Idrissa	Chef UAT
Kima Désiré	Agent DPRAH/NMT
Ouédraogo Souleymane	DPAAH/NMT
Chef du village de Ouidi	
Tiendrebeogo Zakaria	APD Namentenga
Visite projet d'élevage volaille locales à Bonkin/Boulsa	
Nom et prénoms	Fonction /Structure
Zoungana Romuald	PAMO-MP/Boulsa Conseil d'entreprise
Zina Hervé	PAMO-MP/Boulsa Animateur
Yebougou Larba	PAMO-MP/Boulsa Animateur
Batiébo Cyr Magloire	PAMO-MP/Boulsa Animateur
Nagalo Babou Frédéric	Chef d'équipe

Nana Nehemie	Chef ZAT
Kindo Idrissa	Agriculture Chef UAT
Kima Désiré	DPRAH/NMT Agent
Ouédraogo Souleymane	DPAAH/NMT
Tiendrebeogo Zakaria	APD Namentenga
Godo Augustine	Promotrice du microprojet volaille locale
Visite de bas-fond Pilga	
Oualian Salam	Binôme IEC
Coulibaly Mamadou	Agent d'agriculture de Tougouri
Komtogom Frédéric	Agent de l'environnement de Tougouri
Ouédraogo Boureima	Agent d'élevage
Baguian Boureima	Secrétaire COGES Bas-fonds
Diarra Djingri	Président du groupement /Bas-fonds
Sawadogo Assèta	Présidente du groupement /Teega Wendé
Sawadogo Daporé	Présidente du groupement/ Wend Panga
Sebgo Aguirata	Présidente du groupement/ Namanebzanga
Tiendrebeogo Zakaria	APD Namentenga
DERRA Mahamadi	Chef du village/ Producteur
DERRA Rasmané	Producteur
DERRA Pathé	Producteur
Visite LAC DEM	
OUEDRAOGO Saïdou	Chef de village
Baga Lucien	Point focal/DREVCC
Barry Issa	Technicien cellule aménagement
KINDA Adama	Président CRA
KABORE Karim	Point focal/DRAAH
Visite à la CRA du Nord	
BAGAYA Abdoulaye	Président CRA du Nord
KINDO Oumarou	SG CRA/N
OUEDRAOGO Marie	Comptable CRA/n
Visite à YAKO	
DARGA Charles	Chargé de programme association SEMUS
TAO Souleymane	Administrateur gestionnaire SEMUS
SOME Evelyne	Point focal DGEEVCC